

MADAGASCAR

REVUE DU PRESSE NOVEMBRE 2011

SOMMAIRE

LA CRISE POLITIQUE	1
MISE EN OEUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE SIGNEE LE 17 SEPTEMBRE	1
▶ Les tractations pour la formation du gouvernement Beriziky avant le 17 novembre	1
▶ Echec de la 1 ^{ère} tentative de formation du gouvernement Beriziky.....	10
▶ Formation controversée du gouvernement Beriziky.....	13
▶ Le retour d'exil de Didier Ratsiraka le 24 novembre : nouvelle donne, amorce de rapprochements	16
▶ Médiation malgache-malgache - société civile.....	19
DROITS HUMAINS -GOUVERNANCE	20
▶ Liberté d'expression	21
▶ Justice, forces de l'ordre, prisonniers politiques, condition carcérale	21
▶ Médias.....	24
▶ Santé	24
▶ Droits des enfants	25
▶ Droits des femmes	25
▶ Gouvernance	25
ECONOMIE – SOCIAL – ENVIRONNEMENT.....	27
▶ Accords commerciaux, coopération.....	27
▶ Permis miniers, exploitation pétrolière.....	27
▶ Trafics de bois précieux et d'espèces protégées.....	28
▶ Monde des affaires	30
▶ Divers.....	30

LA CRISE POLITIQUE

MISE EN OEUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE SIGNEE LE 17 SEPTEMBRE

▶ Les tractations pour la formation du gouvernement Beriziky avant le 17 novembre

02/11 - Audiences inopinées des opposants avec la Troïka. Une délégation de la mouvance Ravalomanana a saisi la Troïka de la SADC pour remettre en cause la nomination du Premier ministre. Monja Roindefo a adopté la même approche. La nomination de Jean Omer Beriziky au poste de « *Premier ministre de consensus* » continue de faire l'objet de contestation, essentiellement de la part des opposants au régime, à l'exception de la mouvance Zafy (qui paraît cependant divisée). Elle a été au centre des discussions de la délégation de la mouvance Ravalomanana avec la Troïka, lors d'une audience en Afrique du Sud. La mouvance a demandé des éclaircissements sur les raisons ainsi que les critères de choix ayant favorisé Jean Omer Beriziky. Et d'affirmer que la nomination de cette personnalité n'est pas conforme à la feuille de route, dans la mesure où « *elle porte le titre de secrétaire général adjoint du parti Leader Fanilo, donc issue de la mouvance soutenant le président de la Transition* ». Autre « *irrégularité* » qui risque de compromettre la suite du processus pour le Monima : « *la Constitution, mentionnée dans le décret de nomination du Premier ministre [...] constitue une zone d'ombre et un litige réel. S'agit-il de la Constitution de la III^{ème} République, devenue caduque avec la légalisation de la HAT par la HCC, ou celle de la soi-disante IV^{ème} République, issue d'un référendum contesté, organisé dans l'unilatéralisme et qui ne fait pas consensus ?* ». Le porte-parole a par la suite rappelé que Jean Omer Beriziky était membre de la délégation de la HAT lors d'un voyage auprès de l'UE à Bruxelles en 2009. « *S'il est fondé que la nomination de Jean Omer Beriziky a violé la feuille de route, nous nous retirons du processus* », a-t-il déclaré. Une entrevue entre Marc Ravalomanana et le président sud-africain Jacob Zuma est annoncée. De son côté, l'ancien Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, a quitté Madagascar pour l'Afrique du Sud. « *Il ne s'agit pas d'un voyage privé, mais bien d'un voyage lié à la sortie de crise malgache* », s'est contenté de mentionner son service de communication. Sa formation, le Monima, estime « *qu'il est du*

devoir de la Troïka conformément à ce que stipule la feuille de route, de réunir d'urgence les parties prenantes malgaches, pour corriger ensemble ces fautes ». La mouvance Zafy observe une prudente réserve et s'efforce de ne pas désavouer son chef de file qui est à l'origine de cette désignation controversée. Pour *Tribune*, Zafy Albert a fait le choix de la réconciliation et de l'ouverture en proposant une personnalité appréciée pour ses qualités personnelles et appartenant à une formation, le Leader Fanilo, qui, dès 2009, avait fait des propositions constructives pour sortir de l'impasse. Ce parti ferait depuis quelques jours l'objet d'un assez large consensus politique. Le quotidien note d'ailleurs que le nouveau directeur de cabinet du président de la Transition, poste stratégique, est un cadre du Leader Fanilo.

Formation du gouvernement : Omer Beriziky à l'épreuve. Il devra déployer son talent de diplomate pour former un gouvernement de consensus. Andry Rajoelina devait lancer un appel aux acteurs politiques juste après la cérémonie de passation. Les candidats se bousculent déjà à l'hôtel qui lui tient lieu pour l'instant de quartier général. « *Nous allons demander aux signataires de présenter une liste de personnalités à partir de laquelle le Premier ministre et moi-même allons former ce nouveau gouvernement qui va amener vers des élections libres et transparentes* », a-t-il déclaré, sans apporter de précision sur la question de la clé de répartition, qui n'est pas explicitement mentionnée dans la feuille de route, comme le rappelle le ministre de la Communication. Celui-ci met en avant la « *répartition équitable* » des portefeuilles en tenant compte du genre, de la provenance politique et de l'équilibre régional. La présidence semble vouloir mettre au même niveau tous les signataires, principaux et secondaires, de la feuille de route, avec comme conséquence de noyer au passage des entités comme la mouvance Ravalomanana. Andry Rajoelina fait montre d'empressement à constituer sa nouvelle équipe, convaincu qu'il parviendra à décider les bailleurs de fonds de lever leurs sanctions. Des rencontres ont été sollicitées avec le FMI, la Banque mondiale, l'UE et l'AFD. Le président de la Transition souhaite ainsi prendre les devants, malgré les dispositions de la feuille de route qui évoquent le palier décisif qui se situe après la recomposition des institutions transitoires, incluant celle du Parlement.

La mouvance Ratsiraka réclame toujours une rencontre des chefs de file. Elle dénonce « *l'unilatéralisme et l'absence de consensualité* » de la procédure de désignation du nouveau Premier ministre. La mouvance, qui n'est pas signataire de la feuille de route, ne conteste pas les qualités d'Omer Beriziky mais exige que cette nomination soit entérinée par un sommet des 4 chefs de file des mouvances.

03/11 - Omar Beriziky a effectué la passation de pouvoir avec son prédécesseur en présence de nombreux diplomates mais sans les représentants du président évincé. La majorité des candidats au poste de Premier ministre mais qui ont été recalés, ont brillé par leur absence, au contraire des chefs de groupements politiques, y compris d'anciens ministres ou de membres influents de l'Arema du temps de Didier Ratsiraka. Les observateurs ont remarqué également l'absence du président du CMDN, le général Ranto Rabarisoa, alors que son organisme est sous la tutelle de la Primature. Le général Ranto Rabarisoa n'était pas le seul à être absent puisque tous les chefs de corps des Forces armées l'ont aussi été, aucun n'ayant obtenu de carton d'invitation. A noter que Ralitera Andrianandraina, ancien directeur de la sécurité de la HCC, était présent. « *Je suis ici pour rencontrer le nouveau PM et réclamer la libération immédiate des détenus politiques, conformément à ce qui est prévu dans la feuille de route* », a-t-il soutenu¹. « *Je lance un vibrant appel à mes raiamandreny [« sages »], frères, sœurs et amis des mouvances Ratsiraka, Ravalomanana et autres pour qu'ils intègrent ou réintègrent le processus en cours* », a exhorté le nouveau chef de gouvernement. « *A partir du moment où je suis désigné Premier ministre de consensus, je n'appartiens plus à aucun parti politique, à aucune mouvance, j'appartiens seulement à la Nation malgache. Mon chef, à partir d'aujourd'hui, c'est la feuille de route* », a tenu à préciser M. Beriziky, qui a tenté de rassurer les mouvances qui contestent les conditions de sa désignation. « *Le processus en cours n'est certainement pas parfait ou idéal, mais il permettra, et j'ose l'espérer, de ramener notre pays à l'ordre constitutionnel et d'initier le processus de réconciliation nationale* », a-t-il mis en exergue. Avec cette initiative, Omer Beriziky a anticipé les éventuelles conséquences d'un manque de soutien, faute d'accord des mouvances des deux anciens présidents. L'échec de l'ancien Premier ministre annoncé comme consensuel, Eugène Mangalaza, plane sur cette nomination. Les partisans du régime soutiennent la volonté d'apaisement d'Omer Beriziky et la « *compréhension* », selon Harry Laurent Rahajason, ministre de la Communication. L'ancien Premier ministre, le général Camille Vital, s'est montré une nouvelle fois critique vis-à-vis des diplomates représentant les partenaires techniques et financiers : « *Vous êtes nos avocats auprès de vos gouvernements respectifs ; ayez l'amabilité de ne rapporter que les faits réellement existant chez nous. Ayez un jugement objectif et impartial sur les événements de Madagascar, pour ne pas induire en erreur vos dirigeants* », a-t-il indiqué, regrettant que la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina ait été qualifiée de coup d'État, alors qu'ailleurs, pour parler des mouvements de contestation en Afrique, il est question de « *libération des peuples* ».

¹ Ralitera Andrianandraina a été arrêté par les FIS le 27 avril 2009, il n'a pu retrouver la liberté que le 11 août dernier, soit 837 jours de détention.

Les trois mouvances en ordre dispersé. L'entente cordiale a fait son temps. Première à se manifester, la mouvance Ratsiraka n'a pas apposé sa signature sur le document de sortie de crise, contrairement aux deux autres mouvances. De son côté, Zafy Albert et ses partisans ont signé la feuille de route afin de pouvoir présenter Jean Omer Beriziky. La mouvance Zafy se réjouit de la nomination de celui qui était « *recommandé personnellement par l'ancien président de la République* » et présenté par Andry Rajoelina comme « *celui qui remplit le plus le profil de son Premier ministre* ». Au grand dam de la mouvance Ravalomanana qui a vu rejetée la candidature de son poulain, Pierrot Botozaza. La mouvance n'a pas accepté que l'un des siens ne se voit pas attribué le poste de Premier ministre. La constitution du gouvernement de consensus se fera donc sans la mouvance Ratsiraka et la mouvance Ravalomanana menace toujours de quitter le processus. En dépit des dissensions qui minent l'opposition, les mouvances Ratsiraka et Ravalomanana chercheraient, d'après *La Gazette*, à remplacer Omer Beriziky par un candidat plus conforme au profil brossé dans la feuille de route, c'est-à-dire moins aligné sur Andry Rajoelina. Le quotidien doute que leur démarche puisse aboutir, la désignation d'Omer Beriziky ayant été validée par la Troïka et la communauté internationale, la France en première ligne.

Andry Rajoelina sera peut-être le seul chef d'Etat qu'Albert Zafy va reconnaître en tant que tel, titre *La Gazette*. « *En 1997, il n'a jamais reconnu la victoire de Didier Ratsiraka au second tour de l'élection présidentielle, arguant des irrégularités voire des fraudes. Depuis son accession au pouvoir, en 2002, jusqu'à sa démission, en 2009, Marc Ravalomanana n'a pas été non plus reconnu par Albert Zafy comme président de la République. Et depuis 2009, M. Zafy affiche la même attitude envers le président de la HAT qui est devenu celui de la Transition depuis le 17 septembre, avec la signature de la feuille de route. Aujourd'hui, il est bien obligé de reconnaître ce statut à M. Rajoelina. En réalité, la reconnaissance est de fait depuis le jour où il a donné de ses propres mains à ses deux émissaires l'enveloppe cachetée contenant le nom d'Omer Beriziky comme candidat à la Primature, le pouvoir de décision revenant au chef de l'Etat. De nature très fier, M. Zafy ne va sans doute pas aller jusqu'à faire une déclaration publique sur le rôle, désormais reconnu par la communauté internationale, d'Andry Rajoelina. Son silence, depuis la nomination du Premier ministre de consensus, peut cependant être interprété comme un non-refus sinon une acceptation de la décision du président de la Transition. En aucun cas, l'ancien président ne doit se sentir piégé par son choix. A la limite, il devrait se sentir récompensé pour ses efforts engagés depuis 1998 en faveur d'un vrai changement auquel tout le monde aspire avec la mise en œuvre de la feuille de route laquelle devrait nous conduire à des élections justes et crédibles. Certes, le processus électoral n'est que le début du chemin devant mener au changement. Il y a encore tout un ensemble de mesures relevant du Parlement de la Transition* ». *La Gazette* loue l'habileté de Zafy Albert qui, dans toute sa carrière politique, s'est toujours comporté en « *pourfendeur de l'establishment et de l'ordre acquis, qui n'a eu de cesse de défendre la cause des plus faibles et s'est toujours insurgé contre l'injustice et l'oppression* ». « *La victoire de Zafy Albert est incontestable avec la nomination d'Omer Beriziky, un oiseau rare et de surcroît un technocrate émérite débauché dans le camp d'en face, au poste de Premier Ministre en déjouant, s'il vous plait, tous les pronostics !* », écrit le quotidien qui conclut : « *Les Malgaches, épris de justice et de liberté, peuvent dire ouf à la crise et s'attendre à une moralisation de la vie publique avec "Yul Brynner" aux commandes* ».

Pourquoi Pierrot Botozaza, candidat présenté par la mouvance Ravalomanana a-t-il été évincé ? D'après *Le Courrier*, le département d'Etat Américain aurait mis son veto à la nomination de l'ancien responsable du port de Toamasina qui a expulsé la firme américaine Seaboard pour favoriser la construction, avec des deniers publics, du silo du groupe Tiko. L'homme est aussi connu pour avoir organisé le financement de l'avion présidentiel Air force II, par émission de bons du Trésor pour une valeur de 30 millions de dollars, bons arrivés à échéance depuis un mois. Le financement complémentaire de 30 millions avait été imposé au groupe d'assurances ARO. Le retour de Pierrot Botozaza aux affaires aurait notamment facilité le projet du clan Ravalomanana de reprendre certains secteurs clés comme Air Madagascar et la société d'eau et d'électricité Jirama, des sociétés d'Etat considérées comme la vache à lait des régimes successifs.

Confusion sur le retour d'exil de Didier Ratsiraka. Le retour définitif au pays de son fils Xavier s'analyserait comme un signe de l'imminence de son retour mais aucune précision n'a pour l'instant été apportée quant à la date d'arrivée de l'ancien président en exil depuis 2002. « *Son retour est proche si aucun obstacle ne survient* », se contente de dire un membre de sa mouvance. Les collaborateurs de Didier Ratsiraka ont engagé depuis quelques des négociations avec le pouvoir pour lui attribuer une résidence digne de ses anciennes fonctions, en vain semble-t-il.

04/11 - Le Parlement dans l'expectative. La suspension des travaux parlementaires ne permet pas la ratification de la feuille de route, alors que le Premier ministre se réfère à cet accord, sans force juridique. Le Parlement fonctionne au ralenti depuis l'ouverture de la session, le 18 octobre. Il a suspendu ses travaux dans l'attente de la formation du nouveau gouvernement qui devrait venir défendre le projet de loi de Finances préparé par l'équipe démissionnaire. C'est également au nouveau gouvernement de venir défendre le texte qui doit permettre de donner force juridique à la feuille de route. Les responsables des groupes politiques représentés au sein des institutions transitoires avaient tranché pour l'ouverture de la session, entre autres, pour respecter les dispositions de la nouvelle Constitution, pourtant remise en cause par les trois mouvances. Ces dernières

avaient fustigé la décision de convocation de la session alors que la reconstitution des institutions n'avait pas encore été réalisée. Des critiques reprises par certaines personnalités favorables au régime, comme Roland Ratsiraka, qui considéraient que la session était « inutile ». Ce vide juridique risque de soulever la question de la valeur des actes pris par le nouveau chef du gouvernement que les deux Chambres auraient pu solutionner en ratifiant la feuille de route avant la nomination du chef du gouvernement.

Le Premier ministre débute ses consultations pour la formation de son gouvernement. La chasse aux sièges est ré-ouverte. Il a reçu les entités parties prenantes de la feuille de route selon l'ordre de signature défini par la SADC. Certains groupements politiques, minés par des dissensions internes, tels l'Arema ou l'Escopol, ont fait étalage de leurs désaccords. Chaque formation entend défendre ses « acquis » et se livre à des surenchères qui augurent mal de la possibilité d'aboutir à un consensus dans les délais impartis. Omer Beriziky réaffirme que seuls les signataires de la feuille de route, au nombre de 10, pourront participer à la course aux sièges. Cela implique donc que bon nombre de partis non signataires officiels, entre autres, le TIM « dissident », le KMD, le GMMR, le GFC, la mouvance Didier Ratsiraka... et peut-être la mouvance Ravalomanana (si cette dernière décide de se retirer du processus comme Mamy Rakotoarivelo l'a laissé entendre) ne pourront tout simplement pas prétendre avoir une quelconque place au sein du futur gouvernement. Ces partis politiques devront se contenter du rôle d'« observateurs ».

La mouvance Ravalomanana ne parvient pas à rencontrer le président sud-africain Jacob Zuma qui participe au G20 de Cannes. Cette tentative de rencontre intervient près d'une semaine après la nomination de Jean Omer Beriziky, contestée par la mouvance de l'ancien président, qui entend dénoncer « l'irrégularité » de cette désignation.

05/11 - La mouvance Ravalomanana ne participera pas au gouvernement Beriziky. Elle confirme son rejet de la nomination du Premier ministre « de consensus », qui, selon elle, n'est pas conforme à la feuille de route. Pour autant, elle ne quitte pas définitivement le processus. Omer Beriziky déclarait le 2 novembre que son seul chef était désormais la feuille de route. Marc Ravalomanana le prend au mot et l'appelle à appliquer l'article 20 du document qui prévoit son retour « sans condition ». Il exige également l'application des dispositions relatives à la libération des « prisonniers politiques ». La mouvance poursuit ses consultations auprès de la SADC, qui insiste sur l'importance de voir les « mouvances d'opposition » représentées dans le futur gouvernement. Marc Ravalomanana charge son allié Albert Zafy qui avait proposé Omer Beriziky. Il affirme qu'il avait « placé sa confiance » en lui et que celle-ci a été trahie. « J'en ai discuté avec le président Ratsiraka », a-t-il poursuivi. « Ravalomanana ne veut pas la paix », réplique l'aile dissidente du TIM (aile Raharinaivo), qui, avec une autre composante dissidente, le GMMR conduit par Yves Aimé Rakotoarisoa, confirme son intention de rompre avec l'ancien président et de s'engager résolument dans la résolution de la crise, via la formation du nouveau gouvernement, la réconciliation nationale et l'organisation des élections.

Dans une déclaration, la Troïka salue la nomination d'Omer Beriziky ainsi que la décision d'Andry Rajoelina de créer deux postes de vice-Premier ministre dont le but serait de « répondre à la nécessité d'inclure une mouvance additionnelle ». Il s'agit sans doute de la mouvance Ratsiraka, qui n'a pas signé la feuille de route. « La réalisation de cette étape majeure est une indication de plus de l'engagement du président de la HAT [...] à faire avancer Madagascar dans la bonne direction et de le rapprocher de la normalité constitutionnelle et de l'ordre démocratique », écrit la SADC, qui lance un appel à la société civile et aux médias pour qu'ils « encouragent et soutiennent l'esprit d'un gouvernement d'union nationale dans l'intérêt de la Nation malgache ». Le *Courrier* interprète cet appel comme une mise en garde de la SADC qui menace la liberté de la presse. Le quotidien s'étonne par ailleurs de découvrir, par le biais du communiqué de la Troïka, la décision de créer deux postes de vice-Premier ministre. Une rétention d'information dont il rend responsable la direction de la Communication de la Présidence. L'authenticité de ce communiqué annonçant la création de deux postes de vice-Premier ministre a été mise en doute. L'ambassade mène son enquête...

La Troïka fixe à 6 le nombre de ministrables présenté par chaque entité. Elle exige une répartition des postes de souveraineté entre les entités soutenant le régime de Transition et les autres groupes politiques.

Didier Ratsiraka exige une conférence au sommet avant le 17 novembre, date limite de formation du nouveau gouvernement. Il a donné des instructions en vue de l'organisation à Antananarivo d'une conférence au sommet qui réunirait les chefs de file des mouvances et les autres dirigeants politiques. Il convie les opérateurs économiques grecs, indo-pakistanaïens, chinois et malgaches à contribuer, tant financièrement que matériellement, à l'organisation de ce rendez-vous, dont le coût est estimé à 1 million de dollars. Dans le cas contraire, l'amiral se dit prêt à trouver les moyens lui-même auprès de la communauté internationale. L'appel a été relayé par son fils Xavier, ainsi que par l'ancien Premier ministre Tantely Andrianarivo, son neveu Roland Ratsiraka, vice-président du CST, du candidat malheureux au poste de Premier ministre, Robert Razaka, ainsi que par les membres du gouvernement Andrianarivo qui a vécu la chute du régime en 2002. Le dernier Premier ministre de l'ancien président a indiqué que la durée de la transition, le chronogramme des élections ainsi que la hiérarchie entre la Constitution et la feuille de route devaient être mis au clair.

Tantely Andrianarivo juge que Didier Ratsiraka peut rentrer au pays « *même si le pouvoir transitoire ne prend aucune mesure en faveur de son retour et même s'il y a encore des obstacles* ». Le médiateur Joaquim Chissano aurait été informé officiellement de la désignation du responsable de son comité d'accueil.

Le Courrier revient sur cet appel de Didier Ratsiraka à la communauté indo-pakistanaise pour dénoncer le monopole que celle-ci exerce sur les huiles alimentaires et les PPN depuis la mise sur la touche du groupe Tiko qui s'était accaparé ces marchés. Elle aurait amassé depuis lors un véritable trésor de guerre en espèces, « *de quoi faire ou défaire les gouvernements de Madagascar* ». Le quotidien évoque le nombre de 5 gros opérateurs susceptibles de financer ce sommet que l'ancien président appelle de ses vœux.

Commentaire de *L'Express* : « *Deux millions de dollars, c'est l'équivalent d'un mois de salaire de 20.000 jeunes cadres moyens payés 200.000 Ar le mois. Soit beaucoup mieux que la hausse annuelle de 10% du salaire des fonctionnaires accordée avec parcimonie et fierté par Ratsiraka et reprise par Ravalomanana et Rajoelina au nom de la continuité de l'Etat. C'est aussi l'équivalent de 200 logements sociaux modestes d'une valeur unitaire de 20 millions Ar. La réelle volonté d'en finir avec la crise commence par la priorisation des actions, la hiérarchisation des initiatives. Si tout l'argent gaspillé à ces sommets avait été investi dans des programmes sociaux, on aurait vraiment eu un début de solution pérenne à la crise au lieu des solutions pommades et tape-à-l'œil comme Tsena mora et Vary mora. C'est la seule et unique manifestation de l'intérêt supérieur de la nation que les politiciens radotent à tort et à travers et qui se résume au partage des dividendes de la Transition assimilée à une société anonyme à responsabilité illimitée* ».

Tantely Andrianarivo, dernier Premier ministre de Didier Ratsiraka, dans l'attente d'un nouveau jugement ou de l'amnistie. Il déclare : « *Depuis 2003, j'attends le verdict de la Cour de cassation concernant mon procès, mais il n'en est rien jusqu'ici. Si la Cour décide que je suis « clean », et c'est ce qui devrait d'ailleurs être le cas, je n'attends que cela depuis longtemps. Mais si la Cour décide autrement, alors à ce moment-là je ferai partie des personnes condamnées pour des raisons purement politiques, auquel cas je serais donc parmi les personnes pouvant bénéficier de l'amnistie... Personnellement, je suis prêt à me réconcilier avec tout le monde, y compris avec Marc Ravalomanana... malgré tout ce qu'il m'a fait endurer. Et d'ailleurs lui-même a déjà annoncé être également prêt à se réconcilier avec tout le monde. Si tout cela se concrétise, ce sera un très grand pas dans le processus de la réconciliation nationale* ».

Jean-Eugène Voninahitsy pour l'élargissement des institutions à budget constant. Le principal leader des « *Autres sensibilités* » (AS), se prononce à nouveau pour un élargissement de la composition des institutions, à commencer CT et CST, sans remise en cause des postes déjà attribués, à condition, précise-t-il, que leur budget actuel de fonctionnement ne soit pas revu à la hausse. « *Même si l'on multiplie par deux l'effectif des membres du CT et CST, il faut garder le même budget pour éviter les dépenses exorbitantes. Donc si, par exemple, le salaire d'un parlementaire est aujourd'hui de 6 millions Ar, on pourrait la réduire de moitié. D'autant plus que ces entités n'occuperont cette place que pendant 5 mois* », argumente-t-il.

08/11 - Omer Beriziky indique qu'il n'atteint pas la vitesse qu'il s'est fixée pour la mise en place de son gouvernement. « *La formation du gouvernement suit son cours. Elle semble moins rapide par rapport à notre espoir du début* », a-t-il concédé. La Primature préfère avancer avec prudence. « *L'objectif est la formation, dans les meilleurs délais, du gouvernement de consensus comme stipulé par le cadre de mise en œuvre de la feuille de route* », précise un communiqué de la Primature, sans révéler le calendrier nécessaire pour boucler le dossier. La date butoir du 17 novembre risque de ne pouvoir être respectée. Toutes les entités signataires de la feuille de route n'ont pas encore remis leur liste. C'est, entre autres, le cas de la mouvance Ravalomanana. La mouvance Zafy, qui avait proposé le Premier ministre, tente de convaincre ses alliés des trois mouvances de suivre sa voie et d'intégrer le processus. Des bruits font part d'un éventuel déplacement d'Albert Zafy et d'Omer Beriziky en Afrique du Sud mais les deux parties démentent avec vigueur ce scénario. Selon Lalatiana Ravololomanana de la mouvance Zafy, ce dernier est entré en conversations téléphoniques avec Marc Ravalomanana. Le professeur Zafy aurait expliqué les raisons pour lesquelles il a proposé cet universitaire et diplomate en poste sous tous les régimes de la III^{ème} République : c'est une personne de confiance, aurait-il fait comprendre à Marc Ravalomanana.

Eliane Naika, ancienne sénatrice membre de la mouvance Ravalomanana, de retour à Madagascar. Elle met fin à son exil en France. La candidate au poste de Premier ministre de consensus sous les couleurs de la mouvance Ravalomanana serait proposée par son parti comme membre du CST, dans le cadre du prochain élargissement. Elle affirme ne pas vouloir postuler pour une fonction particulière mais « *s'intéresser désormais à la réalisation de sa nouvelle mission* », allant de la remise en liberté des détenus politiques à la réouverture des stations audiovisuelles, en passant par le retour des exilés politiques. Eliane Naika a expliqué les motifs de son retrait de la course à la primature. Elle considère que cette nomination a été une « *masquerade* ».

09/11 - Le camp Ravalomanana revient dans le processus de formation du gouvernement aux côtés des autres groupements de l'opposition mais il pose des conditions. La mouvance réclame des « *garanties* » pour une « *transition neutre et inclusive* ». « *Nous insistons sur l'équilibre des pouvoirs. Nous pensons que le partage*

des postes devrait être moitié-moitié entre les partisans du régime et l'opposition », a soutenu Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation. Sa position est proche de celle de l'ancien président Zafy et de celle du Monima de l'ancien Premier ministre Monja Roindefo. Les représentants de ces trois entités ont participé à deux réunions avec les diplomates sud-africains, tout d'abord au domicile d'Albert Zafy puis à l'ambassade de ce pays qui assure la présidence de la Troïka et l'intérim du bureau de liaison de la SADC. La position de la mouvance Ravalomanana se fait plus intransigeante en raison de son échec à se voir attribué le poste de Premier ministre. L'ambassadeur Mokgheti Monaisa a insisté auprès de ses interlocuteurs pour qu'ils restent dans le processus de mise en œuvre de la feuille de route. L'aboutissement des tractations sur la clé de répartition pourrait conditionner la remise des listes de « ministrables » par ces trois entités. Un préalable qui se heurte au refus des formations déjà représentées au sein des institutions. L'ambassadeur doit poursuivre ses consultations. L'arrivée d'une nouvelle délégation de la Troïka est annoncée, elle viendra s'enquérir de l'avancement de la formation du gouvernement.

La mouvance Ravalomanana connaît d'intenses tensions internes, d'où les déclarations contradictoires de ses représentants. Après avoir affirmé qu'elle quittait le processus, la mouvance négocie encore avec le Premier ministre sur une clé de répartition des postes au sein du gouvernement.

La reconnaissance internationale est-elle proche ? La Gazette en doute si le régime ne parvient pas à associer la mouvance Ravalomanana. Le quotidien écrit : « Faut-il croire sur parole la SADC quand dans la feuille de route, elle promet la reconnaissance internationale du président et du gouvernement de Transition, ainsi que la levée des sanctions si le document est appliqué à la lettre ? Le régime de transition s'attache à mettre en œuvre fidèlement la feuille de route, dans l'espoir de décrocher prochainement toutes ces récompenses. En fait, de la manière dont sont conduites les nominations actuellement, l'île pourrait ne rien obtenir du tout. En effet, la nomination d'Omer Beriziky n'a obtenu que les félicitations de la France, les autres puissances se contentant d'observer les événements sans les commenter. A ce rythme, seul l'Hexagone pourrait au terme du processus reconnaître le régime... En effet, un avis favorable de la SADC n'a aucun caractère contraignant, le reste du monde ne se ralliant pas automatiquement à son point de vue. [...] Avec la nomination d'Omer Beriziky qui n'a reçu que l'adhésion de la seule France (et de la Troïka), la reconnaissance internationale est plutôt mal partie. [...] Le mieux serait d'engager des tractations avec la mouvance Ravalomanana afin de l'associer à la transition, si l'on veut intéresser la communauté internationale au cheminement. D'abord car ce camp est le principal lésé du « putsch du 17 mars 2009 », l'équité veut qu'on lui accorde un traitement de faveur dans le partage du pouvoir. Ensuite car contrairement aux dictateurs récemment renversés et souvent cités par le régime, Marc Ravalomanana n'a pas la réputation d'un tyran. A l'étranger, il est surtout perçu comme un « self made man » qui a bâti un empire industriel à la force du poignet, et qui par son mérite personnel s'est hissé au sommet de l'Etat. Enfin car Marc Ravalomanana dispose d'un carnet d'adresses très fourni dont il use à merveille, notamment auprès des chefs d'Etat africains dont beaucoup sont ses amis personnels. Les plaintes et les récriminations de cet ex-chef d'Etat sont mieux entendues à l'extérieur que les déclarations d'autosatisfaction de la SADC »

10/11 – Constitution du nouveau gouvernement : Andry Rajoelina met la pression. « À mon avis, cela [la formation du gouvernement] devrait se faire rapidement. [...] La date du 17 novembre est avancée et je ne vois pas pourquoi, cela ne se ferait pas », a-t-il affirmé, mettant ainsi à l'épreuve, aux yeux de l'opinion, les mouvances de l'opposition et la communauté internationale, voire le Premier ministre Omer Beriziky. L'impatience exprimée s'apparente également à une contre-offensive du pouvoir pour limiter les conséquences de l'initiative de l'ambassade d'Afrique du Sud. Cette dernière tente toujours de convaincre les entités hésitantes de remettre leur liste de « ministrables », en parallèle aux consultations des candidats désignés qui se poursuivent à la Primature. Une démarche qui risquerait de remettre en cause le principe de la « préservation des acquis » des entités pro-régime. L'empressement présidentiel pourrait aussi être perçu comme une volonté de mettre au pied du mur les trois mouvances qui tergiversent toujours sur la question de savoir si elles vont rallier le processus, en mettant en avant le préalable d'une conférence au sommet, le retour des exilés et la libération des détenus politiques. La mouvance Zafy exige pour sa part au préalable des clarifications sur les pouvoirs conférés au Premier ministre, sur la nomination des vice-Premiers ministres et sur leurs prérogatives. Elle va jusqu'à menacer de retirer sa confiance à Omer Beriziky.

11/11 - Les mouvances Ravalomanana et Zafy, ainsi que le Monima, intègrent le processus de formation du nouveau gouvernement. L'opposition aurait obtenu certaines « assurances » de la Troïka. Après quelques jours de tergiversations et de surenchères, elle s'est donc décidée à remettre ses listes de « ministrables ». Les mouvances Ravalomanana et Zafy ont déposé une liste commune de 17 noms. « Nous souhaitons l'équilibre des pouvoirs, matérialisé par le partage en deux des portefeuilles ministériels entre ceux qui soutiennent Andry Rajoelina et l'opposition [...] Nous réclamons également le retour des exilés politiques et la libération des prisonniers politiques le plus rapidement possible, dès que le gouvernement est installé », a précisé Mamy Rakotoarivelo, au nom des trois entités. Selon certaines sources, cette nouvelle volte-face de la mouvance Ravalomanana serait motivée par l'assurance d'avoir un poste de vice-Premier ministre au sein du prochain gouvernement. L'UDR-C, formation proche d'Andry Rajoelina, se montre réservée : « Je vois dans cette décision d'entrer dans le gouvernement une manière de mieux bloquer le processus de sortie de crise », a-t-elle fait savoir.

Omer Beriziky va devoir maintenant trouver une solution concernant l'équilibre politique, technique et régional dans la répartition des sièges entre les signataires de la feuille de route, les pro-régimes refusant le partage égalitaire revendiqué par l'opposition. Il va devoir également définir des critères d'attribution des postes ministériels et s'accommoder des luttes intestines qui font rage au sein des entités signataires. Le nouveau chef du gouvernement semble cependant disposer d'une grande marge de manœuvre dans la formation de son équipe si l'on se fie aux déclarations de la mouvance Zafy qui l'a proposé. Une liberté d'action soutenue par Marius Fransman, ministre sud-africain des Relations internationales et de la coopération. **Le ralliement de l'opposition au processus de formation du gouvernement est à mettre au crédit de la Troïka**, qui n'a pas ménagé ses efforts depuis qu'elle s'est décidée à reprendre la situation en mains, après une longue période de flottement. **C'est aussi un succès pour Zafy Albert, comme l'écrit Sobika** : « *Albert Zafy se frotte sans doute les mains de satisfaction. La stratégie d'avoir réussi contre tout pronostic à placer Omer Beriziky comme Premier ministre produit peu à peu les effets que lui seul avait sans doute anticipés. En l'absence de toute personnalité connue capable de réunir autour de son nom un consensus, un homme ayant un cursus suffisamment modeste voire terne sur le plan politique pouvait faire baisser la garde des diverses factions combattantes, et le fait que la personne désignée n'appartient pas à l'entourage immédiat de celui qui le propose était un avantage supplémentaire pour tempérer les objections. Ça a marché* ». *La Gazette*, également, insiste sur le rôle joué par Zafy Albert, qui revient sur le devant de la scène et serait constamment en contact avec son poulain, allant jusqu'à « *tirer les ficelles* » pour la constitution de la nouvelle équipe. Omer Beriziky, donne, paraît-il, le sentiment de ne pas maîtriser son sujet. Esseulé, sans disposer d'un cabinet pour l'aider dans sa rude tâche. Le quotidien s'interroge : « *Doit-on encore rappeler que le temps joue contre le Premier ministre ? Combien de jours ou de semaines lui faut-il pour présenter l'équipe gouvernementale ? [...] Il est grand temps qu'Andry Rajoelina reprenne les choses en main avant qu'elles ne lui échappent définitivement. La mauvaise foi et les caprices des anciens chefs d'Etat ne peuvent pas gouverner ce pays* ».

Des partisans de Didier Ratsiraka commencent à lui tourner le dos. Ils réagissent contre « *l'inflexibilité* » de leur leader qui n'a, jusqu'à maintenant, donné aucun signe d'adhésion à la feuille de route alors que, pour la plupart d'entre eux, ce plan peut amener à la résolution de la crise. C'est le cas notamment des ex-détenus politiques de 2002, qui se disent déterminés à intégrer la Transition. Ils se montrent convaincus par les dispositions de la feuille de route prévoyant des mesures d'amnistie, l'indemnisation des victimes et une démarche de réconciliation. L'un d'entre eux, un officier, est allé jusqu'à affirmer que les détenus politiques et ceux qui partagent la même vision qu'eux vont remplir le quota de la mouvance Ratsiraka au sein des structures de la Transition si l'amiral n'est pas encore décidé à faire le pas.

Selon le GTT International basé à Genève, « Mamy Rakotoarivelo a outrepassé la décision de Marc Ravalomanana de se retirer du processus en s'alliant avec la Mouvance Zafy pour proposer une liste commune de candidats aux postes ministériels dans le cabinet de M. Beriziky ». Dans un communiqué, il avance ne pouvoir « *cautionner cette démarche de ralliement qui ne peut être que néfaste pour le pays* » et demande la mise à l'écart de Mamy Rakotoarivelo.

12/11 - Le Premier ministre doit jongler avec les luttes intestines des entités politiques et les pressions exercées de toutes parts. Des entités politiques éclatées se lancent dans la course pour présenter leur liste respective des « *ministrables* ». Le parti Arema présente 3 listes, dont une à l'initiative de l'association des détenus politiques de 2002. L'Escopol est également touché par les déchirements internes. Trois de ses courants ont présenté leur liste respective. L'Uamad de l'ancien Premier ministre Monja Roindefo connaît lui aussi des rivalités internes. Quant à l'UDR-C, plateforme de soutien à Andry Rajoelina, elle a présenté 3 listes successives. Un représentant de l'Escopol soutient que ces rivalités internes ne sont pas motivées par la course aux sièges. Le Premier ministre se trouve confronté à la question de la légitimité des listes proposées. Il aura aussi à se prononcer sur les propositions faites par des formations qui soutiennent le feuille de route mais ne l'ont pas signée.

Marc Ravalomanana désavoue Mamy Rakotoarivelo. Le chef de délégation de la mouvance Ravalomanana n'a pas obtenu l'aval de l'ancien président en exil pour remettre une liste de « *ministrables* » commune avec la mouvance Zafy. Marc Ravalomanana serait donc revenu sur ses pas et aurait rallié la position de fermeté sur laquelle campent l'ancienne sénatrice Naïka Eliane et le GTT International. Le porte-parole de la mouvance annonce que des représentants de Marc Ravalomanana seront dépêchés incessamment pour contrôler ou corriger cette initiative malheureuse.

6 ministres sortants mis à l'index. Leur cas aurait été soulevé lors des rencontres qui se sont tenues sous l'égide de la médiation de la SADC. Roland Ratsiraka est de ceux qui estiment que le blason du gouvernement a besoin d'être redoré et qu'il faut se séparer de ceux dont la réputation a pu lui porter préjudice. Il cite notamment les titulaires des portefeuilles de l'Environnement, de la Justice et des Finances, pointés du doigt, selon *L'Express*, « *par les Etats-Unis, la France et Amnesty International* ».

« **Inquiétantes réunions d'officiers généraux et supérieurs** ». Ianonjafy Marcellin, issu de la mouvance Zafy, met publiquement en garde le pouvoir : des généraux et colonels, à la retraite pour certains, en activité pour d'autres, de réunissent et s'organisent pour saborder la mise en œuvre de la feuille de route par le nouveau Premier ministre. Ils reprocheraient à Omer Beriziky de ne pas préserver les intérêts des militaires et seraient amers de voir que l'armée a été mise sur la touche dans le processus de formation du nouveau gouvernement. *La Gazette* fait part de son scepticisme vis-à-vis de ces rumeurs à fort relent ethnique, puisque s'il s'agirait d'un groupe d'officiers merina mécontent de la nomination d'un Premier ministre côtier. Une enquête sur les rumeurs d'une éventuelle préparation de coup d'Etat militaire est ouverte.

14/11 - Le parti TGV contre le partage égal. Le parti au pouvoir n'entend pas céder à la requête de l'opposition qui réclame la moitié des sièges dans les institutions de la Transition. Les surenchères pour la formation du gouvernement continuent. Lanto Rakotomavo, Secrétaire national du TGV déclare que son parti n'accepte pas ce partage. Une autre formation politique issue de l'opposition, mais qui a rejoint les rangs du pouvoir, le TIM de Raharinaivo Andrianatoandro, s'insurge également contre la revendication de la mouvance Ravalomanana. Il rappelle que la feuille de route ne mentionne pas cette clé de répartition et encore moins un droit de véto.

La mouvance Ravalomanana en perdition ? Pour *Tribune*, « *Marc Ravalomanana continue à ne pas vraiment choisir entre d'une part la ligne dure de confrontation avec les auteurs du coup d'État telle que prônée par le GTT Genève, et d'autre part une ligne plus conciliante défendue aujourd'hui par la majorité de ses représentants locaux. Cependant la méthode basée sur la compétition interne entre ces deux tendances présente le risque de miner encore davantage son audience internationale* ». Sobika écrit : « *La mouvance Ravalomanana donne l'apparence d'un bateau ivre qui est en perdition. Un à un les officiers quittent le bord* ».

Le virus de la dissidence. Le quotidien *Les Nouvelles* constate que l'adoption de la « *nouvelle* » feuille de route aura propagé le virus des luttes internes et des dissidences au sein de toutes les formations politiques. *Malheureusement des luttes de sièges pour la plupart !* ». Le président de la Transition et le Premier ministre subissent également les surenchères de leur propre camp.

Autre sujet de discord : les pouvoirs conférés au vice-Premier ministre. Marc Ravalomanana lâche que le vice-Premier ministre qui doit revenir à l'opposition devrait avoir les mêmes pouvoirs que le Premier ministre, car sa mouvance n'approuve pas la nomination de ce dernier. Une revendication qui suscite quelque inquiétude chez les observateurs qui avaient placé beaucoup d'espoir dans les Accords de Maputo. Ils se souviennent en effet que ce sont les discussions sur les prérogatives des co-présidents qui avaient largement contribué à miner le climat de ces Accords : se situaient-ils à égalité avec le Président ou un cran au-dessous ?

Une première mouture de l'équipe d'Omer Beriziky circule sous le manteau. Le Premier ministre aurait présenté à Andry Rajoelina une esquisse de son futur gouvernement que le président de la Transition lui intime l'ordre de proposer avant le 17 novembre. Des versions contradictoires s'affrontent concernant cette esquisse. Des partisans du régime se montrent préoccupés par la place qui serait accordée aux mouvances Ravalomanana et Zafy, ainsi qu'au Monima de Monja Roindefo qui les a rejoints dans l'opposition. Ces trois entités, tout comme d'autres formations politiques, auraient dressé une liste additionnelle, après avoir spécifié le poste ministériel auquel est destiné chacun de leur candidat, et ce, contrairement à l'idée de présentation de listes ne comprenant que les noms des postulants. Une source proche de la présidence évoque une classification « *hors catégorie* » des départements ministériels touchant l'Armée, la Gendarmerie et la Police nationale. Selon *RFI*, un accord tacite existerait pour que ces trois postes soient attribués par les forces de l'ordre elles-mêmes, et non par les partis politiques. « *A Madagascar, notamment sous ce régime transitoire, on aime trop prendre son temps. Et on aime aussi s'enrichir... rapidement* », s'exaspère *La Gazette*, qui doute de la capacité du Premier ministre à remplir sa mission et à faire preuve de fermeté face aux multiples pressions qui l'assaillent. Selon la *RNM*, plus de 80 « *ministrables* » ont été proposés.

15/11 - Omer Beriziky pourra-t-il mettre sur pied son gouvernement ? Rien n'est moins sûr à 48 heures de la date fatidique fixée par la Troïka de la SADC. Le Premier ministre semble s'être mis en difficulté en acceptant que les mouvances Zafy et Ravalomanana rajoutent à leur liste de « *ministrables* » la liste des ministères qu'elles convoient, ce que ne prévoit pas la feuille de route. L'attribution des ministères régaliens constitue, à n'en pas douter, un facteur de blocage. Il a également accepté des listes remises par des entités non signataires de la feuille de route. Son ébauche d'équipe gouvernementale ferait la part belle aux deux mouvances, selon le souhait de la Troïka, ce qui pourrait constituer un autre facteur de blocage dans le processus car on voit mal le président de la HAT et le TGV accepter une telle composition. Le poste de ministre des Finances et du budget est convoité par la mouvance Zafy, alors que son titulaire actuel, Hery Rajaonarimampianina, est l'un des piliers de la Transition pour avoir maîtrisé l'inflation et constitué une réserve en devises de plus d'un milliard de dollars. Andry Rajoelina ne tarit pas d'éloges sur son grand argentier, qui a su continuer à assurer le fonctionnement de la machine administrative sans la moindre aide budgétaire extérieure.

Le quotidien Les Nouvelles s'interroge : « *Les jours du Premier ministre Omer Beriziky à la tête de la primature sont-ils comptés ? Grande est la tentation de le croire, au vu de certaines menées de l'opposition, en l'occurrence des mouvances Zafy et Ravalomanana, mais aussi dans une certaine mesure de ses propres agissements par rapport au processus de mise en œuvre de la feuille de route dont particulièrement la mise en place du nouveau gouvernement* ». Le quotidien avance que certains des « *ministrables* » proposés par ces deux mouvances seraient « *fortement déconseillés, eu égard à leur passé et également à leurs réelles capacités par rapport aux responsabilités qui les attendent* » et que ce choix aurait été fait de manière délibérée pour mettre le Premier ministre en difficulté et faire obstacle à la formation du gouvernement. Omer Beriziky serait alors contraint de remettre sa démission ou il serait remercié pour avoir failli à sa mission dans les délais impartis. *Sobika* insiste sur le fait que « *le courant ne passe pas* » entre Andry Rajoelina et Omer Beriziky et que « *la zizanie s'installe en haut lieu* ».

Le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) lance un avertissement. Il exige des discussions préalables avec le futur ministre de la Justice avant sa nomination. Il promet de réagir si cette revendication n'est pas satisfaite. « *Il faut que le prochain ministre de la Justice établisse un dialogue avec nous. Dans le cas contraire, nous n'accepterons jamais sa nomination* », prévient Arnaud Marius Auguste, président du SMM, qui rappelle les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du SMM du 14 octobre. Les magistrats avaient dressé le profil de celui qu'ils pensent avoir les compétences pour diriger le département de la Justice. « *Pour nous, il n'est pas question de mouvance* », a-t-il martelé, au moment où la question des quotas reste d'actualité. Le Syndicat avait revendiqué la désignation d'un magistrat comme ministre de la Justice de la Transition mais il n'a pas réussi à concrétiser les modalités de sélection, renvoyant la balle au Conseil Supérieur de la Magistrature qui n'a pas pu, non plus, se déterminer. Le syndicat s'est contenté de dresser un profil de personnalité qu'il compte bien utiliser pour porter une appréciation sur le nouveau titulaire. Le ministère de la Justice est revendiqué par les mouvances et Zafy, ainsi que par Andry Rajoelina et ses proches. Il s'agit d'un département clé pour les détenus et les exilés politiques, ce qui attise les convoitises....

16/11 - Intense tête-à-tête Rajoelina-Beriziky en présence de l'ambassadeur d'Afrique du Sud. Les protagonistes semblent désireux de rapprocher leurs points de vue et de faire des concessions. On ignore cependant si cette très longue entrevue aura été de nature à faire sauter des blocages dans la formation du gouvernement. Le manque de communication officielle sur ces tractations préoccupe la classe politique. Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana, souligne que les candidats « *ministrables* » de sa mouvance n'ont pas encore été consultés. Une fois encore, la mouvance menace de quitter le processus si ses requêtes sur les postes ministériels n'obtiennent pas une issue favorable. La date du retour annoncé de Marius Fransman, vice-ministre sud-africain des Relations internationales et de la coopération n'a pas été confirmée.

Les associations féminines du VMLF (Vondrona Miralenta ho an'ny Fampanandrosoana), regroupant des femmes issues des ONG et des organisations de la société civile, font entendre leur voix pour exiger la représentation du genre qui devrait être pris en compte au même titre que les critères d'affiliation politique et d'équilibre régional. Elles rappellent l'existence du Protocole Genre et Développement de la SADC que Madagascar a signé en 2008, pour exiger l'attribution des 30% des postes de décision aux femmes. L'ambassadeur Mokgheti Monaisa est informé de cette revendication qu'André Rasolo, membre de la CNOSC, trouve légitime. Les dirigeants des groupements politiques signataires de la feuille de route se montrent méfiants sur la question, estimant que cette revendication est prématurée et nécessite une longue préparation. Pour la mouvance Zafy, son application doit attendre une situation politique stable. La mouvance Ravalomanana rappelle que le Madagascar Action Plan (MAP), conçu sous le régime précédent, avait défini un chronogramme pour aboutir à la réalisation de cet objectif.

Comme l'écrit l'éditorialiste de Tribune, Ndimby A., l'accouchement du gouvernement d'union nationale se fait dans la douleur et au forceps. La plupart des journaux du 15 novembre affichent leur pessimisme : « *Omer Beriziky sur la sellette* » (Les Nouvelles), « *Omer Beriziky : ses jours sont déjà comptés* » (La Gazette), « *Gouvernement introuvable* » (Midi Madagasikara), « *Omer Beriziky, poussé vers la sortie par l'opposition* » (La Vérité), « *Des signes de mauvais augure* » (Madagascar Matin), « *L'affaire se corse à Mahazoarivo* » (L'Express). Omer Beriziky fait face à plusieurs contraintes majeures. La première est de ne pas savoir / vouloir / pouvoir couper le cordon ombilical qui le lie au président de la Transition qui l'a nommé. Cela nuit à sa marge de manœuvre. Andry Rajoelina, n'apparaît pas de façon publique comme l'empêcheur de tourner en rond, tout en continuant en sous-main à peser lourdement sur le processus. En cas d'échec, c'est Beriziky qui aura le mauvais rôle. La seconde est de ne pas savoir / vouloir / pouvoir prendre suffisamment de distances vis-à-vis des partis. Le moindre groupuscule signataire de la feuille de route revendique des sièges. La plupart de ces groupes sont pourtant formés d'illustres inconnus. Le diplomate sud-africain sait qu'il marche sur des œufs, car le consensus fragile qui a amené les principales entités politiques à proposer des noms dans le cadre des consultations est une avancée bien fragile. Le moindre sentiment d'être désavantagé dans le processus au profit du camp adverse risque d'entraîner la rupture. Et au niveau du jeu politique, il n'est pas à exclure que certains demandent la lune en vue de provoquer cette cassure.

La discussion de la loi de Finances 2012 en stand-by. Son examen et son adoption devront attendre l'élargissement du Parlement, théoriquement prévu par la feuille de route pour fin novembre. La session parlementaire se poursuit toutefois, au ralenti et sans ordre du jour bien établi. Le temps disponible est notamment consacré à des séances d'information et de formation sur la loi de Finances dont « *le contenu n'est pas toujours à la portée de tous* ». La plupart des membres du Congrès sont en fait accaparés par la formation du gouvernement et le débat en interne sur l'élargissement. Une session extraordinaire est évoquée, après élargissement, pour examen de la loi de Finances et du dossier amnistie.

17/11 - La liste des futurs membres du gouvernement fait l'objet d'intenses discussions, conduisant à d'incessantes retouches. L'attribution de certains ministères « *sensibles* » est au centre des marchandages. C'est le cas notamment des ministères des Mines, de la Justice et des Finances. L'effectif de l'équipe serait de 34 membres, avec une clé de répartition en 3 groupes : 9 postes pour les soutiens directs du pouvoir (UDR-C et TGV), 12 pour les mouvances Zafy et Ravalomanana ainsi que pour le parti Monima de Monja Roindefo, 5 autres entités auraient droit à 2 portefeuilles chacune (parmi lesquels l'Escopol, les dissidents de la mouvance Zafy et le MDM de Pierrot Rajaonarivelo). L'Armée, la Gendarmerie et la Police sont toujours classées « *hors quota* ». Aucune information n'a filtré sur la désignation des deux vice-Premiers ministres. Cette clé de répartition provoque des cris et des grincements de dents parmi certains signataires de la feuille de route. Un groupe d'intellectuels dénommé « *Rouge Expert* », lié au parti MFM et à la mouvance Ravalomanana, a déposé une liste de 6 noms. Les partenaires techniques et financiers de la Grande Ile auraient fait savoir leur désaccord sur la reconduction de 4 ministres sortants. Mokgheti Monaisa, ambassadeur d'Afrique du Sud, aurait rappelé au pouvoir son engagement de boucler la composition du gouvernement avant le 17 novembre.

Didier Ratsiraka a trouvé le million de dollars recherché pour l'organisation du sommet des 4 chefs de file des mouvances. L'annonce en a été faite par le prince Elakovel, appartenant au groupe des chefs traditionnels qui avait été sollicité. L'objectif était de tenir ce sommet avant la formation du gouvernement. Le prince Mahafaly laisse entendre que le projet n'est pas abandonné mais qu'il requiert l'appui des Nations Unies.

► Echec de la 1^{ère} tentative de formation du gouvernement Beriziky

18/11 - La formation du gouvernement dans l'impasse. Le délai fixé est expiré. Le Premier ministre Omer Beriziky ne dispose pas encore de son équipe, au terme d'une journée pleine de rebondissements et d'incertitudes. Le délai fixé par la SADC a expiré. Une invitation avait été adressée aux diplomates en poste à Antananarivo pour qu'ils assistent à la cérémonie prévue en fin de journée. Elle a dû être décommandée au dernier moment. Ce contretemps trouve son origine dans la prise de position des mouvances Zafy et Ravalomanana et du Monima de l'ancien Premier ministre Monja Roindefo. Le « *front de l'opposition* » indique qu'il « *ne participe pas au gouvernement censé être présenté aujourd'hui (NDLR : hier)* », selon Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana. Les trois entités dénoncent la procédure de formation du gouvernement. Elles se sentent victimes d'un partage qu'elles considèrent comme léonin en faveur d'Andry Rajoelina. « *Nous ne voulons pas être complices d'une tentative d'un retour à l'unilatéralisme de ces deux dernières années* », soutient-il, déplorant l'absence de consultation des « *ministrables* » des trois entités. Il affirme avoir compris l'existence d'une « *énorme pression exercée sur le Premier ministre par Andry Rajoelina* ». Des indiscretions ont fait état d'un tête-à-tête houleux entre l'ancien président Albert Zafy et Omer Beriziky dans le courant de la nuit précédente. Le chef du gouvernement, qui dément avoir déposé sa démission, reste dans le vague concernant la suite de la mise sur pied de son équipe. Le « *front de l'opposition* » réclame une semaine supplémentaire pour régler la question, avec l'appui de la Troïka de la SADC « *car l'ambassadeur d'Afrique du Sud est dépassé* », juge Mamy Rakotoarivelo. Les partisans du régime ne laissent pas planer le doute et montent au créneau pour pousser Andry Rajoelina à trancher. Ils l'invitent à ne pas tenir compte du boycott de l'opposition et à refuser toute nouvelle démarche pour la formation du gouvernement. Selon *Tribune*, la mouvance Ravalomanana, qui réclamait 7 ministères, n'en aurait obtenu que 5, à savoir : l'Economie et de l'Industrie, le Commerce, l'Aménagement du territoire, l'Agriculture et la Population et Affaires sociales. La mouvance Zafy pour sa part aurait obtenu 6 ou 7 portefeuilles. Quant à Monja Roindefo, il continue d'exiger la définition de la clé de répartition avant la formation du gouvernement de consensus et exige au moins deux ministères majeurs, dont les Affaires étrangères. André Rasolo, membre de la CNOSC, dit regretter la décision de reporter la formation du gouvernement. Il suggère que toutes les entités politiques concernées s'accordent quelques semaines pour se concerter en vue d'élaborer une liste commune des membres de toutes les institutions de la transition.

La presse fait observer que le vice-ministre sud-africain des Affaires étrangères, Marius Fransman, tant attendu pour le bouclage de la composition du gouvernement, a fait savoir qu'il ne pouvait faire le déplacement [on apprend plus tard qu'il a été hospitalisé]. Une absence qui pourrait aussi expliquer l'échec de d'Omer Beriziky.

L'élargissement du Parlement devrait être précédé d'un « assainissement » de ses membres actuels. Les formations politiques se préparent à l'élargissement des institutions de la Transition, et notamment des deux Chambres du Parlement. Les actuels parlementaires devraient conserver leur siège mais des voix se font

entendre, y compris parmi les entités pro-régime, pour qu'il soit procédé au préalable à un « assainissement ». Un membre de l'Escopol déclare : « Une enquête de moralité s'impose pour tous les nouveaux membres du Parlement et pour toute personne ayant un antécédent au niveau du tribunal, ou brillé par son absence lors des différentes réunions, voire pire. En effet, il y a de vrais escrocs au sein de ces deux institutions. Chacun d'entre eux, comme nous le savons tous, traîne des casseroles. Des mesures strictes devront être prises à l'encontre de ces personnes pour le respect envers les contribuables malgaches. Au nom du vrai changement, nous disons non aux escrocs ! ». Il revient aux partis qui ont désigné les parlementaires « d'éliminer les brebis galeuses » et de proposer des remplaçants, déclare une autre personnalité proche du régime.

19/11 - L'Afrique du Sud s'impatiente et le fait savoir. Marius Fransman, vice-ministre sud-africain des Relations internationales et de la coopération exhorte tous les groupes politiques à revoir leurs positions afin que l'annonce de la formation du gouvernement puisse se faire dans la journée du 18 novembre, soit 24 heures après la date butoir qui avait été fixée. « Nous avons dépassé le délai, le peuple continue de souffrir et les politiciens jouent à la chaise musicale à propos de positions ! », déplore-t-il. **Cet ultimatum n'a pas été suivi d'effet.** Les dirigeants de l'opposition nuancent ces propos et affirment que Marius Fransman n'aurait fait que demander l'accélération du processus. Zafy Albert fait le reproche au ministre sud-africain de ne pas avoir fait le déplacement à Madagascar pour aider au bouclage des opérations. Il se montre également très critique vis-à-vis du Premier ministre qu'il a pourtant contribué à désigner. L'opposition campe sur ses positions et refuse d'entrer dans le gouvernement dans sa composition actuelle. L'exécutif n'a pas encore précisé le temps qu'il s'accorde pour mettre en place le gouvernement. Le ministère des Mines constituerait le principal facteur de blocage. L'attribution de ce département serait l'objet d'une lutte entre le « front de l'opposition », particulièrement la mouvance Zafy, et le président de la Transition. Les ministères des Affaires étrangères, de la Justice et de la Communication seraient également très disputés. Après le rejet de la clé de répartition proposée par Omer Beriziky, les mouvances Ravalomanana et Zafy, ainsi que le Monima, déclarent vouloir consulter le président de la SADC pour qu'il donne sa définition de la terminologie usagée dans la médiation, en particulier la définition termes de consensualité, de transparence et d'équilibre de pouvoir.

Zafy Albert demande un audit auprès des ministères avant que les futures ministres ne prennent leur fonction. L'ancien président estime que « si Andry Rajoelina insiste à retenir certains ministères, c'est pour masquer certaines magouilles ». Les Finances, les Mines et les Hydrocarbures, fait-il comprendre, sont parmi les ministères qui sont les plus douteux et on veut tout simplement noyer tout cela en les scindant en deux. Par ailleurs, ajoute-t-il, il y a des ministères sur lesquels veillent ou ont déjà un œil vigilant les bailleurs de fonds, tels celui de l'Intérieur et celui de la Communication qui sont déjà sur leur liste noire ; il faudrait donc au préalable un audit.

Commentaire de L'Express² : « Finalement on aura évité le pire. Si on pensait qu'il va falloir un cabinet de 60 ministres avec l'entrée de tous les signataires de la feuille de route, il en faudra au total la moitié voire le tiers. La bataille des sièges pour entrer dans le gouvernement a été révélatrice quant à la véritable intention des politiciens. On est revenu exactement au même blocage du processus qu'à Maputo. La clé de répartition est plus que jamais une question de chiffres, à cette nuance près qu'il ne s'agit plus du nombre de départements par mouvance mais du rendement que peut rapporter un ministère. La rude bataille tourne ainsi autour d'une dizaine de ministères les plus nantis et les plus stratégiques. Le Premier ministre passe ainsi des nuits à refaire des calculs basés sur des opérations de division arrivant jusqu'à trouver un département réduit à un décimal après avoir été tiraillé par les mouvances. Pour simplifier les choses, il ferait mieux d'opérer par l'inverse. On lieu de diviser un ministère, on multiplie ses occupants ».

Retour annoncé de Didier Ratsiraka. Des sources proches de l'ancien président ont annoncé son retour pour le 24 novembre. L'annonce semble avoir surpris jusqu'aux responsables de leur accueil. Ce retour interviendrait en pleine tourmente politique liée à l'échec de la formation du nouveau gouvernement et pourrait bouleverser le jeu politique. Didier Ratsiraka ne cautionne toujours pas la voie de sortie de crise actuelle à travers la mise en œuvre de la feuille de la feuille de route qu'il n'a pas signée. Il maintient sa demande d'une rencontre au sommet des quatre chefs de file à Antananarivo, pour un budget d'un million de dollars qu'il aurait trouvé. Une option rejetée par le régime.

Une trentaine d'ex-parlementaires TIM du Parlement dissout exigent d'être intégrés d'office dans les institutions de la Transition, et ce conformément aux résolutions de l'Assemblée paritaire ACP-UE et du Parlement européen qui ont condamné la dissolution des assemblées renouvelées « démocratiquement » en 2008. Ils se considèrent comme des acteurs incontournables du processus de résolution de la crise et de retour à l'ordre

² Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/28/33/448497/70240845.pdf>

constitutionnel. Ils jugent que le pays est au bord de la guerre civile, car même les autorités morales et religieuses, reposant sur le « *Fihavanana* », base de la cohésion sociale, sont contestées. Représentés par 74 membres dissidents du TIM au Congrès et au CST, ils déplorent leur exclusion des grandes négociations de sortie de crise. Les anciens parlementaires TIM, au nombre de 141, constituaient l'essentiel des effectifs des deux Chambres dissoutes qui avaient été accaparées par le parti au pouvoir.

Les syndicats des grands corps de l'Etat lancent un nouvel ultimatum. Considérant le difficile accouchement du gouvernement d'union nationale, ils renouvellent leur exigence d'instauration d'un gouvernement de techniciens. L'ultimatum prend fin le 24 novembre. Si le gouvernement n'est pas constitué d'ici là, nous prendrons ainsi nos responsabilités, on-t-ils martelé. « *Nous sommes prêts à gérer les départements susceptibles d'être instrumentalisés à des fins électorales, tels les ministères de l'Intérieur, des Finances, de la Communication, de la Justice, de l'Education, de la Santé ainsi que celui des Affaires étrangères* », a indiqué Thierry Rakotonarivo, président du Syndicat des administrateurs civils. Une délégation des syndicats a été reçue par l'ambassadeur sud-africain et une rencontre est prévue avec la Troïka, lors de son prochain passage à Madagascar.

Monja Roindefo renonce à organiser un meeting dans la capitale. Faute de réponse à sa demande d'autorisation, le rendez-vous est reporté. La préfecture de police lui avait répondu en ces termes : « *Nous vous communiquerons notre décision au moment opportun, mais dans le cas où nous ne vous téléphonons pas, cela veut dire que l'autorisation demandée est refusée* ».

20/11 - Andry Rajoelina condamne l'attitude des politiciens. Lors d'une intervention sur TVM, il déclare notamment : « *Le souhait du peuple malgache est que cesse cette bataille de chaises et les Malgaches espèrent croire encore en la sagesse ancestrale des politiciens. Pour l'instant, les enfants en bas-âge écarquillent leurs yeux avec un regard fuyant ; les jeunes sont glacés de désespoir ; les adultes et parents vivent dans la crainte qu'aucun politicien ne donnera le bon exemple aux générations futures. La grande majorité des Malgaches est écœurée et se sent piégée face à l'inconscience et l'inconsistance des politiciens. [...] Ce sont des étrangers au pays qui viennent nous rappeler que notre peuple souffre depuis trop longtemps. [...] Il n'est pas permis de laisser la nation aller à l'agonie en agissant de manière antipatriotique comme la prise en otage de 20 millions de Malgaches. Cela, nous ne le tolérerons jamais* ».

21/11 - Le Premier ministre a entamé de nouvelles négociations avec les membres de l'opposition mais cette dernière n'est pas prête à revoir sa position. Trois jours après la date à laquelle le gouvernement aurait dû être mis en place, la recherche de compromis ne connaîtrait aucune évolution. Mokgheti Monaisa, ambassadeur d'Afrique du Sud, s'est impliqué dans cette nouvelle initiative. « *On n'a voulu nous accorder que 5 postes alors que l'UDR-C (et le TGV en ont obtenu 10. Nous ne disposons non plus d'aucun ministère de souveraineté* », déclare Mamy Rakotoarivelo. Le parti TGV exprime son impatience et laisse entendre que la nouvelle équipe sera constituée coûte que coûte : Lanto Rakotomavo indique, concernant la mise en œuvre de la feuille de route, qu' « *il s'agit désormais de savoir qui va faire avec, et qui va s'en passer* ». La mouvance Zafy serait prête à céder certains ministères pour lesquels elle a pourtant présenté des candidats, à condition que ces départements – ceux de l'Aménagement et du territoire, des Mines et hydrocarbures, des Finances et du budget et, éventuellement, de la Justice – fassent immédiatement l'objet d'un audit international. « *Si des problèmes sont constatés, ces ministères devront automatiquement nous échoir, tout comme nous l'avons proposé lors des phases de consultations. Sinon, ceux qui les dirigent actuellement pourront rester à leur poste* », a-t-elle déclaré.

Les Forces armées consignées. Elles ont reçu l'ordre de ne pas quitter leurs casernes. D'après le général Lucien Rakotoarimasy, ministre sortant de la Défense, cette décision devrait protéger les Forces armées des récentes décisions politiques. La mesure pourrait également avoir un lien avec l'annonce du retour imminent de Didier Ratsiraka. L'officier général a reconnu l'existence de tentatives de division au sein des Forces armées.

L'UA s'impatiente. Le président de la Commission, Jean Ping, a rappelé que des dispositions ont été prises en vue de la tenue, « *dès la formation du gouvernement* », d'une réunion du Conseil de Paix et de Sécurité pour examiner la situation, à la lumière du rapport qui sera soumis par la SADC, et prendre les décisions appropriées. « *Cette réunion sera suivie d'une rencontre du GIC que préside l'UA, aux fins de mobiliser l'appui nécessaire pour l'aboutissement rapide du processus de sortie de crise à Madagascar* », mentionne-t-il dans un communiqué. Jean Ping engage toutes les parties à « *faire preuve d'un sens élevé de responsabilité et d'esprit de compromis requis pour former, sans autre délai, le gouvernement d'union nationale* ».

Le retour de Didier Ratsiraka : « un geste symbolique fort », pour Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana. « *Quoiqu'on en dise, Didier Ratsiraka a toujours un certain poids sur l'échiquier politique, cela va renforcer le poids de l'opposition* », déclare-t-il. « *Personnellement, je pense qu'il ne représente personne, il n'a rien signé et personne ne peut opposer un veto au processus en cours* », rétorque Harry Laurent Rahajason, ex-ministre de la Communication, estimant que ce retour est un nouveau « *coup de bluff* » de l'ancien président. « *S'il rentre, cela fera l'effet d'une petite bombe. [...] mais je ne crois pas du tout à ce retour* », déclare

Roger Ralison, membre du CST. Aucune réaction officielle n'a émané de la présidence de la Transition. Andry Rajoelina a récemment assuré à plusieurs reprises que Didier Ratsiraka était libre de rentrer à Madagascar. Son ancien Premier ministre, Tantely Andrianarivo, annonce qu'il va « *rappeler à l'État ses obligations* », à savoir « *une maison et la question relative à la sécurité de l'ancien Chef de l'État* », ainsi que le protocole qui lui serait dû. Une manière de mettre la pression sur le pouvoir. On note que l'amiral a encore une fois insisté sur ses « *deux ou trois solutions* » qu'il veut présenter aux Malgaches pour résoudre la crise, mais qu'il ne détaillera qu'une fois rentré au pays en raison de son obligation de réserve en territoire français.

Des « indignés » contestent les pratiques politiques malgaches. Bravant l'interdiction de manifester, un groupe de 25 personnes a tenu un sit-in dans le centre-ville de la capitale. Ils entendent exprimer publiquement la grogne qui monte sur les réseaux sociaux et chez les jeunes bloggeurs pour contester les aspects malsains de la pratique politique malgache. Le réseau « *Leo politika maloto* »³, créé en juillet 2011, regroupe aujourd'hui plus de 600 sympathisants sur Facebook. Il dénonce une classe politique « *sans éducation citoyenne et sans souci de redevabilité envers les Malgaches* »⁴

► Formation controversée du gouvernement Beriziky

21/11 - Formation controversée d'un gouvernement d'union. 6 ministres appartenant aux mouvances d'opposition n'ont pas répondu à l'invitation à la cérémonie d'installation. Ils sont dans l'attente d'instructions communes. « *Le train est déjà parti et ne s'arrêtera plus. Ceux qui sont à l'extérieur peuvent encore monter* » a déclaré Andry Rajoelina. Malgré leur nomination aux postes de ministres, Roland Ravatomanga, Olga Ramalason, Ihanta Randriamandrato, Tabera Randriamanantsoa, Marcel Bernard, respectivement ministres de l'Agriculture, du Commerce, de l'Élevage, de la Fonction publique ainsi que des Hydrocarbures ne se sont pas rendus au palais d'Iavoloha. Ihanta Randriamandrato a soulevé son appartenance à la mouvance Ravalomanana pour affirmer qu'elle doit agir suivant les consignes communes. « *Je ne ferai aucune déclaration personnelle. Seulement, je tiens à rappeler que nous n'entrerons jamais dans ce gouvernement puisque sa formation n'a pas respecté les principes de la feuille de route* ». Les ministres d'opposition condamnent des nominations faites sans consultations préalables. Jean Omer Beriziky s'est montré compréhensif sur l'attitude des ministres absents. « *Il y a encore ceux qui doutent, ceux qui se sentent lésés. C'est leur droit le plus absolu de ne pas venir et de pouvoir prendre un peu plus de recul avant d'intégrer le groupe* », a-t-il déclaré, estimant qu'ils ont juste manifesté leur insatisfaction sur la répartition des postes. « *Mais ils vont emboîter le pas à leurs collègues. Je pense qu'ils sont tous patriotes* », a-t-il exprimé, optimiste.

Comme pour rassurer sur ses intentions, Jean Omer Beriziky s'est engagé à une déclaration de patrimoine « *prochainement* » et a appelé à « *l'arrêt des poursuites à caractère politique* ». Le Premier ministre entend ainsi faire baisser la tension persistante entre le pouvoir de Transition dont il est désormais l'un des fers de lance, et l'opposition des mouvances Ravalomanana et Zafy, renforcées par celle de Roindefo Monja du Monima.

Au cours de son allocution Andry Rajoelina a tenu à remercier la communauté internationale, représentée par le corps diplomatique, pour le rôle majeur qu'elle a joué dans la réalisation de cette seconde étape de la mise en œuvre de la feuille de route. Il l'appelle à poursuivre son soutien pour la concrétisation des prochaines étapes. Par l'intermédiaire de Mokgheti Monaisa, chef intérimaire du bureau de liaison de la SADC et ambassadeur de d'Afrique du Sud, la Troïka de la SADC a donné son approbation au nouveau gouvernement et se dit prête à soutenir Madagascar dans l'organisation des élections qui se tiendront en 2012.

Ce gouvernement compte 35 membres⁵ (32 auparavant), en plus du Premier ministre de consensus Omer Beriziky, dont 2 vice-Premiers ministres, parmi lesquels Pierrot Botazaza, chargé de l'Economie et de l'Industrie et qui avait été proposé au poste de chef de gouvernement par le président évincé Marc Ravalomanana. **Les trois formations de l'opposition ont obtenu 12 postes.** La nouvelle équipe compte 9 femmes (3 de plus que dans le gouvernement Vital II) et 3 militaires. **13 ministres du gouvernement Vital ont été reconduits** mais pas nécessairement dans les mêmes attributions. Christine Razanamahasoa a annoncé que sa reconduction à la tête du ministère de la Justice a obtenu l'approbation du Syndicat des Magistrats de Madagascar (SMM), ce que dément son président, qui va procéder à une consultation des membres. Botozaza Pierrot, vice-Premier ministre chargé de l'Economie et de l'industrie, a fait savoir qu'il a accepté d'intégrer le gouvernement d'union nationale afin de « *mettre fin à la souffrance de la population* » mais en réaction aux propos de Mamy Rakotoarivelo, il a fait savoir qu'il accepterait de renoncer si la mouvance Ravalomanana le lui demandait.

Parmi les partants, le vice-Premier ministre chargé des Relations avec les Institutions, Yves Aimé Rakotoarison. Même sanction pour les ministres les plus critiqués sur leur manière de gérer leur département, notamment le général Herilanto Raveloharison qui aurait eu du mal à maîtriser le trafic de bois de rose. Parmi les favoris dans la course aux ministères, Yvette Sylla, ex-ministre des Affaires étrangères, Mamy Ratovomalala, ancien ministre des

³ <http://www.facebook.com/profile.php>

⁴ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/46/41/448497/70344333.pdf>

⁵ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/03/01/448497/70344149.pdf>

Mines et des hydrocarbures (scindé en deux) ainsi que le général Pascal Rajaonarison au ministère de la Santé ont été mis sur la touche. Aucun des ministres issus de l'aile Raharinaivo du TIM ou du Groupement issus de la mouvance Marc Ravalomanana (GMMR) ne figure plus dans la liste des membres du gouvernement. Alors que l'opposition réclamait le remplacement de plusieurs ministres-clés de l'ancien gouvernement, la plupart de ceux-ci (Finances et Justice notamment) sont restés en place. Les ministres des Forces armées et de la Gendarmerie nationale ne changent pas, tandis que le Contrôleur général de police Arsène Rakotondrazaka prend en charge la Sécurité intérieure.

La mouvance Ravalomanana revendiquait le portefeuille de l'Aménagement du territoire mais n'a pas réussi à le décrocher. Ce secteur reste donc dans le giron du pouvoir. Mieux, il est érigé en vice-primature dirigée par le ministre sortant, Hajo Andrianainarivelo, même si ce département a dû se délester de la Décentralisation. *Le Courrier* explique que le souhait de la mouvance Ravalomanana n'a étonné personne, connaissant la propension de l'ancien président à accaparer à des fins personnelles des terrains appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, à des particuliers ou des sociétés privées.

La formation de cette équipe gouvernementale a, une fois encore, mis à mal la cohésion de chacune des mouvances. Pour la mouvance Ravalomanana, on assiste de fait à un troisième éclatement. Le premier a été enclenché par le président fondateur du TIM, Raharinaivo Andrianantoandro, en signant l'accord politique malgache-malgache d'août 2010. Le second a été décidé Yves Aimé en mars dernier, en adhérant à l'initiative de Leonardo Simao. Aujourd'hui, c'est Pierrot Botozaza (et Ruffine Tsiranana) qui a décidé de franchir le Rubicon en acceptant un poste de vice-Premier ministre.

Selon le document cadre de mise en œuvre de la feuille de route, la prochaine étape consiste à la nomination des membres du Congrès et du CST qui devrait être réalisée avant le 30 novembre.

Tribune évoque une « césarienne » pour ce difficile accouchement, qui s'est fait en l'absence du professeur de chirurgie Zafy Albert, occupé au même moment, avec des militants de l'opposition, à manifester contre l'unilatéralisme du processus de mise en œuvre de la feuille de route dans la composition du gouvernement. **Pour le quotidien, « le nombre de ministres est pléthorique par rapport à la richesse ou aux ressources financières dont dispose le pays ».** L'éditorialiste écrit : « *Contraints de marier la carpe et le lapin, le Premier ministre de consensus et le Président de la Transition n'auront abouti qu'à un assemblage sans queue ni tête dont on peut se demander s'il arrivera seulement à faire un pas. Il ne pouvait guère en être autrement, car les propositions issues des différentes entités politiques étaient profondément marquées par la logique du « chacun pour soi » ; aucun groupe ne s'était risqué à transcender les frontières, aucune proposition ne privilégiait l'esprit d'équipe. La médiatisation des longs marchandages ne contribuait qu'à légitimer dans la majorité des esprits un raisonnement basé sur la seule protection des intérêts particuliers et le renforcement des prébendes. [...] L'on peut attribuer la Palme d'or du contre-emploi à une Christine Razanamahasoa reconduite à son poste, en dépit de toutes les critiques sur les poursuites judiciaires pouvant apparaître comme fondées sur des motifs politiques. [...] Un tel statu quo augure fort mal de la possibilité pour le système judiciaire de se libérer des passions du politique et de la légitime suspicion envers les coupeurs de file dans les couloirs de ministères. [...] Après la Palme d'or de Christine Razanamahasoa, la Palme d'argent peut être décernée à la famille Ramaroson. Après le précédent Jacques et Yvette Sylla, quelle meilleure illustration de la logique dynastique et d'une très limitée acception des idées républicaines que de voir l'épouse d'Alain, Olga Vaomalala, succéder à Nadine [décédée accidentellement] au ministère de la Population. [...] Ne nous faisons pas d'illusions, la communauté internationale saluera néanmoins l'« étape franchie », et ne prêtera pas trop d'attention aux mouvances encore enfermées dans un raisonnement basé sur le « tout ou rien ».*

Pour Sobika, « *la tentative de monter un gouvernement avec cette manière de forcer la main aux membres appelés à y siéger est entièrement inédite [...] mais on peut se demander s'il est possible de faire autrement dans les circonstances actuelles. Toujours est-il que la question essentielle demeure : y-a-t-il sérieusement un gouvernement alors qu'un bon nombre des membres nommés ne semblent pas pour l'instant donner crédit à leur propre nomination. [...] L'appât de la carotte suffira-t-il à faire flancher tel ou tel individu de telle tendance pour participer à un gouvernement malgré une objection formelle de la formation politique qui l'avait préalablement désigné ?* »

23/11 - Les ministres issus de l'opposition s'accordent un délai avant de prendre position. Ceux de la mouvance Zafy ont décidé d'intégrer le gouvernement. Les mouvances Ravalomanana, Ratsiraka ainsi que le groupement politique de Monja Roindefo ne sont pas parvenues à s'accorder sur une déclaration conjointe. Après une longue entrevue avec le Premier ministre, qui s'est encore une fois rendu au domicile de Zafy Albert, l'entrée au gouvernement des ministres issus de la mouvance Zafy serait acquise. Tabera Randriamanantsoa et Marcel Bernard emboîteront donc le pas à Régis Manoro, Joseph Randriamiharisoa et Sylvain Manoriky qui ont déjà donné leur accord. Un ralliement conditionné par une application « *dynamique* » de la feuille de route par le pouvoir en place. Marc Ravalomanana, en revanche, maintient son opposition. Selon lui, la formation du gouvernement ne s'est pas effectuée convenablement. « *Andry Rajoelina s'est beaucoup immiscé dans le domaine de Jean Omer Beriziky* », a-t-il indiqué, précisant avoir lancé un appel à la Troïka. De son côté, Monja

Roindefo s'est montré méfiant envers le fonctionnement du nouveau gouvernement dans la mesure où « *il a été mis en place sans respecter les modalités prévues dans la feuille de route* ». Mais le président du Monima ne compte pas malgré tout retirer ses ministres.

Selon *La Gazette*, la stratégie de l'opposition consisterait à faire pression sur les ministres réfractaires pour les dissuader de participer au gouvernement, sous peine d'exclusion de leur mouvance, et à demander à la SADC la dissolution de ce gouvernement jugé non consensuel et inclusif. Didier Ratsiraka, dont le retour est imminent, pourrait annoncer sa décision de signer la feuille de route en contrepartie de l'organisation d'un sommet des 4 chefs de file qui pourrait être appuyée par la communauté internationale. Les trois entités d'opposition mises à mal par ces dernières péripéties, comptent remonter la pente avec le ralliement de la mouvance Ratsiraka.

Le parti Vert Hasin'i Madagasikara indique que le gouvernement formé « ne reflète pas la notion de consensualité ». Le parti n'a pas obtenu de représentant dans la nouvelle équipe. Sa présidente, Sarah Georget Rabeharisoa, a lancé un appel aux techniciens afin qu'ils servent de balises aux éventuels débordements des responsables politiques, tant centraux que locaux. « *Le mandat des maires devrait être prolongé pour diminuer les risques de faillite démocratique* », a-t-elle avancé, permettant ainsi la disparition des PDS. [*Le mandat des maires arrive à échéance et aucune disposition n'a encore été prise pour organiser un nouveau scrutin municipal*]. Le parti déplore l'instrumentalisation des fonctionnaires à des fins politiques. Il cautionne les récentes déclarations des évêques dénonçant toutes formes d'abus qui prévalent aujourd'hui, entre autres, le trafic de bois de rose.

La France satisfaite de la nouvelle étape franchie⁶. Le ministère des Affaires étrangères français annonce que la désignation du gouvernement de transition marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la feuille de route. La France salue le caractère inclusif et consensuel du gouvernement. Elle fait l'éloge du travail de médiation de la Troïka et exprime son soutien au nouveau gouvernement. L'ambassadeur de France lance un appel à l'endroit de ceux qui n'ont pas encore signé la feuille de route et à l'intention des ministres qui n'ont pas intégré leur poste. Il précise que pour lui « *la réussite du processus sera la tenue des élections* ».

24/11 – 6 opposants n'ont pas participé au premier Conseil des ministres du gouvernement Beriziky. Le Premier ministre se veut cependant optimiste. Il déclare qu'ils « *sont déjà prêts à intégrer le gouvernement mais sont encore en train de boucler la coordination nécessaire au niveau de leurs entités politiques respectives* ». Ruffine Tsiranana, de la mouvance Ravalomanana, a rejoint avec Hajo Andrianainarivelo le meeting des opposants au Magro et a annoncé sa démission du gouvernement. Elle venait d'effectuer la passation de service avec son prédécesseur mais affirme avoir été trompée sur son intégration à l'équipe. Mamy Rakotoarivelo, numéro 2 de la mouvance Ravalomanana, s'est montré satisfait de l'attitude des ministres issus de sa sensibilité, qui ont tous appliqué les consignes qui leur ont été données. Zafy Albert s'est rendu lui aussi au meeting du Magro. Il a affirmé que les ministres de sa mouvance qui siègent au gouvernement en seront exclus. « *Ceux qui ne reviennent pas aujourd'hui rompent avec la mouvance. [...] Les Trois mouvances (Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy) n'entreront jamais dans ce gouvernement. La rencontre au sommet sera la solution* », a-t-il lancé, faisant allusion à la revendication de Didier Ratsiraka. Les ministres visés par cette déclaration et qui siègent au gouvernement (4 des 5 représentants de la mouvance) relativisent ces propos. Ils considèrent que l'approche de la mouvance revêt une double dimension. Ceux qui sont encore en dehors du pouvoir poursuivent leurs revendications tandis que ceux qui ont intégré les institutions de la transition ont pour mission de contribuer à l'amélioration du processus.

26/11 - Les 5 ministres issus des mouvances Ravalomanana et Zafy sont entrés dans l'équipe gouvernementale pour poursuivre leurs revendications. Ils ont participé au premier Conseil du gouvernement, après avoir boycotté la cérémonie de présentation de celui-ci ainsi que le premier Conseil des ministres. Pourtant, Pierrot Botozaza, Roland Ravatomanga, Ruffine Tsiranana, Ihanta Randriamandranto et Olga Ramalason ont uni leur voix pour exprimer leur désapprobation du processus de formation de la nouvelle équipe gouvernementale dont ils font partie. Cette décision aurait été prise en plein accord avec le Premier ministre et Marc Ravalomanana. Tabera Randriamanantsoa, issu de la mouvance Zafy, était le seul absent, bien qu'il ait entamé la passation de service avec son prédécesseur pour confier l'exécution des affaires courantes au secrétaire général du ministère. Les ministres de la mouvance Ravalomanana renouvellent leur réticence à collaborer avec le pouvoir en place et affirment se réserver la possibilité de se retirer à tout moment du processus.

Pour *La Gazette*, « *si les ministres d'opposition viennent massivement aux Conseils de gouvernement, c'est parce qu'ils se plaisent en compagnie d'Omer Beriziky. Ce dernier est de leur camp, et est agréé par leurs chefs de file. D'ailleurs, il accepte volontiers de traiter au téléphone avec Marc Ravalomanana qui se trouve à Johannesburg. Et il se rend volontiers au domicile du Pr. Zafy Albert. Il reçoit également, et à plusieurs reprises, la délégation des ministres d'opposition et écoute leurs doléances. Il en vient même à inscrire à l'ordre du jour du Conseil de gouvernement les desideratas des opposants. (...) Ces opposants, par contre, sont mal à l'aise en face d'Andry*

⁶ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/52/51/448497/70371578.pdf>

Rajoelina. Ils ne sont pas encore disposés à traiter avec ce « putschiste » qu'ils ont vilipendé et abreuvé de reproches pendant près de trois ans. Ils mettent sur le dos du chef de la transition les malheurs endurés ces dernières années : auditions, arrestations, perquisitions, emprisonnements, dispersion des manifs, etc. Ils le rendent aussi responsable des déboires de ces derniers jours : l'élimination des figures de proue de l'opposition dans la course à la Primature, et la réduction drastique du quota des opposants dans le gouvernement ».

Le mouvance Zafy et Ravalomanana ont déposé une requête auprès de la Troïka, de l'UA et de l'UE pour contester le processus et exiger du pouvoir les mesures d'apaisement stipulées dans la feuille de route. Le Conseil de gouvernement a évoqué les questions relatives à la libération des détenus politiques et au retour des exilés. Pierrot Botozaza, vice-Premier ministre, précise que l'objectif est d'obtenir le retour de Marc Ravalomanana. Le Premier ministre ne serait pas opposé à ce retour mais il souhaite prendre son temps et « *respecter les procédures* ».

Le parti Vert Hasin'i Madagasikara et la Confédération des syndicats des grands corps de l'Etat (CSGCEM) concluent une alliance et proclament des revendications communes : la suspension de l'application de la feuille de route, la constitution d'un gouvernement de techniciens et la mise en place dans les plus brefs délais du bureau de liaison de la SADC. Ils réclament également l'effectivité de la mission de la société civile en tant qu'organe de contrôle et de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route, avant la reprise du processus.

Début des réunions pour l'élargissement ou la restructuration du Parlement de la Transition. Les rencontres, organisées par la Présidence, ont réuni les représentants des formations signataires de la feuille de route. Le débat fait rage sur le sort des deux Chambres et surtout sur le nombre de parlementaires qui devront les composer. Trois options restent ouvertes : recomposition, restructuration ou élargissement. La mouvance Zafy et le Monima de Monja Roindefo n'ont pas participé aux travaux. Les formations proches du pouvoir rejettent une « *remise à plat des acquis* », alors que la mouvance Ravalomanana souhaite une restructuration et une recomposition. Elle a demandé l'arbitrage de la Troïka. Les prochaines rencontres promettent de vives surenchères. L'objectif est toujours de boucler les opérations pour le 30 novembre, conformément au calendrier fixé par la médiation.

► Le retour d'exil de Didier Ratsiraka le 24 novembre : nouvelle donne, amorce de rapprochements

25/11 – Après plus de 9 ans d'exil, Didier Ratsiraka, «bête politique», revient dans l'arène, accompagné de son épouse et de ses deux filles⁷. Après maintes déclarations d'intention jamais concrétisées, l'ancien président a de nouveau foulé le sol de la Grande Île. Mais, en dépit de la présence de ses proches, ses partisans et des représentants officiels de diverses obédiences politiques, dont l'ancien président Albert Zafy, le retour de Ratsiraka n'a pas drainé les foules, comme lors de la tentative avortée de Marc Ravalomanana. Cette fois-ci, l'accueil de l'Amiral fut solennel mais pas massif.

Didier Ratsiraka prône plus que jamais une rencontre urgente au sommet à Antananarivo, avec retransmission en direct, pour que la population puisse y être associée. Il appelle les acteurs politiques à se donner la main. « *Je ne suis pas venu pour faire de la politique politicienne. De même, je ne suis pas venu pour me quereller. Au contraire, je suis venu pour unifier* », a d'emblée affirmé l'ancien chef de l'État, dès son arrivée à l'hôtel Carlton qui lui tiendra lieu provisoirement de résidence. « *Le professeur Albert Zafy m'a déchu deux ou trois fois de mon régime mais je suis prêt à lui serrer la main* », a-t-il déclaré. Didier Ratsiraka a laissé entendre que la somme d'un million de dollars qui servirait à mettre en œuvre cette rencontre au sommet « *viendrait de la cotisation des Malgaches* », et particulièrement des opérateurs économiques. Elle n'a donc pas encore été trouvée, contrairement aux affirmations de ses proches. Si des personnalités de bonne volonté sont prêtes à participer à la collecte, le fonds devra être confié aux membres du FFKM, indique-t-il, afin d'éviter tout risque de détournement. Si nécessaire, il propose qu'on lui octroie une procuration qui lui permettrait de trouver « *aisément* » la somme notamment auprès des opérateurs économiques. **L'Amiral compte imposer le résultat de cette conférence à la communauté internationale :** « *Nous allons obliger les étrangers à accepter ce que nous allons décider* », a-t-il martelé. L'ancien chef de l'État s'est entretenu avec Omer Beriziky, venue l'attendre à son hôtel. « *Je lui demande de libérer les prisonniers politiques dès demain (ce jour, ndlr)* » a-t-il lancé. Selon l'ancien Premier ministre Tantely Andrianarivo, des interventions ont été faites auprès des autorités françaises pour maintenir l'ex-chef d'État sur le sol français, ou tout au moins pour différer son retour. Roland Ratsiraka, membre du CST et neveu de l'amiral affirme qu'une note verbale émanant du gouvernement malgache a demandé aux autorités françaises d'interdire à l'Amiral de quitter le territoire français.

⁷ Cf. Blog Justmad - Journal de TV Plus du 24/11/11 : <http://www.mefeedia.com/watch/46854783> et version de Madagate du 25/11/11 : http://www.youtube.com/watch?v=JisrwU3pma4&feature=channel_video_title

Didier Ratsiraka a expliqué qu'il n'a pas besoin et n'attend pas de mesure d'amnistie pour le détournement d'argent de la Banque centrale de Toamasina qu'on lui impute et pour lequel il a été condamné. L'État qu'il représentait à l'époque ne pouvait pas demeurer indifférent face aux dégâts cycloniques occasionnés au port de Toamasina, avait-il affirmé alors. Il fallait aussi préparer les examens officiels, payer la solde des militaires et honorer les engagements envers les créanciers tels le FMI et la Banque mondiale.

Marc Ravalomanana salue le retour de Didier Ratsiraka. Il indique s'être entretenu avec son prédécesseur, qu'il avait chassé du pouvoir en 2002. « *Il est un fils de Madagascar et il mérite d'être à la maison, afin d'apporter sa contribution pour ramener notre pays vers la paix et la démocratie qu'il mérite tant* », déclare-t-il. Le président déchu annonce que la prochaine étape majeure du processus de sortie de crise n'est autre que son retour, dans le même contexte que celui de l'Amiral. « *J'annoncerai la date exacte de mon retour au moment opportun* », a-t-il lancé.

28/11 - L'arrivée de Guy Rivo Randrianarisoa, porte-parole de Marc Ravalomanana, et de Tojo Ravalomanana, fils de l'ancien président, en provenance d'Afrique du Sud provoque une menace d'affrontement entre l'Association des victimes du 7 février 2009 (AV7) et des « légalistes ». Les manifestants exigeaient la transparence sur la fusillade d'Ambohitsorohitra et tenaient à faire connaître leur refus catégorique de voir Marc Ravalomanana autorisé à rentrer au pays. Avant que la scène ne se produise, des membres de la DST ont été aperçus à l'aéroport. Des sources proches de la mouvance Ravalomanana ont confié qu'ils avaient fait signer à Guy Rivo Randrianarisoa et à Tojo Ravalomanana un engagement à ne pas se livrer à des actes de provocation ou de perturbation. Le porte-parole de Marc Ravalomanana serait rentré au pays « *pour observer la mise en place d'une transition inclusive* », indique une source autorisée. Guy Rivo Randrianarisoa, qui avait été nommé PDS de la capitale par Marc Ravalomanana le 3 février 2009, est en exil depuis novembre 2009. Sortant de l'Université de Brighton au Royaume-Uni, Tojo Ravalomanana a figuré dans les instances dirigeantes du groupe Tiko. *Tribune* s'interroge : le pouvoir a-t-il cherché à exploiter ce retour pour faire la démonstration que la présence de Marc Ravalomanana serait la source de désordres et d'un regain de tension ? Le quotidien *Les Nouvelles* se demande pour sa part si ces deux voyageurs n'annoncent pas le retour imminent de l'ancien président, comme cela avait été le cas pour Didier Ratsiraka, qui avait dépêché son fils Xavier quelques jours auparavant. Des militaires malgaches assurent la protection du fils de l'ancien président de la République et de son porte-parole.

Zafy Albert persiste dans ses critiques vis-à-vis du gouvernement constitué par Omer Beriziky. Il a tenu une nouvelle réunion avec les ministres de sa mouvance pour tenter de leur imposer son approche mais ceux-ci n'entendent pas suivre au doigt et à l'œil les instructions de leur leader. Ils affirment vouloir siéger dans la nouvelle équipe sans renier leur appartenance à la mouvance. C'est le cas notamment de Régis Manoro, ministre de l'Éducation nationale. Tabera Randriamantsoa, un autre ministre issu de la mouvance, a été le seul à s'opposer au Conseil du gouvernement. Zafy Albert et Monja Roindefo s'affirment encore comme des opposants au processus, alors que la mouvance Ravalomanana a partiellement cautionné l'adhésion de ses ministres. L'ancien président a d'ailleurs affirmé à un quotidien africain que « *le retour de Ratsiraka est un signe que la feuille de route est mise en œuvre* » C'est « *une preuve que Madagascar est irrévocablement sur la voie du changement* ».

29/11 - Conférence au sommet : Didier Ratsiraka consulte dans la discrétion. Il a reçu à son hôtel Zafy Albert et Omer Beriziky. Aucune date n'aurait encore été fixée pour cette rencontre mais Zafy Albert laisse entendre qu'il appartient au Premier ministre de prendre des initiatives en ce sens. L'ancien président insiste sur la nécessité de voir Marc Ravalomanana participer à la réunion des 4 chefs de file et de prendre sans délais des mesures d'apaisement, dont la libération des détenus politiques. Il déclare que sa mouvance n'intégrera pas le Parlement de la Transition et que les ministres qui ont pris leurs fonctions seront exclus. Le pouvoir se contente pour l'instant d'observer les agissements de Didier Ratsiraka et se refuse à commenter ses initiatives.

La ministre de la Justice a monté un dossier pour faire arrêter Didier Ratsiraka, mais la plupart des membres du gouvernement ont émis leur veto. Christine Razanamahasoa, qui a saisi immédiatement Andry Rajoelina pour lui demander son avis, a été rappelée à l'ordre par Omer Beriziky, pour non-respect de la voie hiérarchique.

Retour d'exil de Didier Ratsiraka et présence d'opposants au gouvernement : « le ver est dans le fruit », selon L'Express. « *La HAT est totalement prise au dépourvu coincée par les dispositions de la feuille de route permettant le retour sans conditions des exilés et l'impossibilité de procéder à des arrestations contre des personnalités condamnées par la justice Ravalomanana étant donné qu'on avait accordé une amnistie de fait à certains détenus politiques au lendemain de la prise de pouvoir. Le retour de Ratsiraka va incontestablement affaiblir la HAT qui va devoir affronter deux fronts. D'abord Ratsiraka qui constitue qu'on le veuille ou non, une force ragaillardie par le départ de Ravalomanana. Il reste un symbole pour l'armée dont beaucoup d'éléments lui doivent une fière chandelle et lui vouent respect et soumission. Preuve en a été faite dès son retour où plusieurs anciens éléments du Régiment de la sécurité présidentielle ont gonflé les rangs de l'État-major de Ratsiraka. Des*

officiers de l'Armée en feraient autant de même que des politiciens qui ont montré jusqu'ici des sympathies pour Rajoelina et qui ont préféré rejoindre leur camp de naissance. On aura beau dire que l'armée est unie, elle aura du mal à le rester avec le retour de celui qui lui a appris justement à faire de la politique au détriment de la discipline militaire et de servir plutôt le patron que la patrie. Ensuite le gouvernement où la présence des opposants constitue un sacré morceau pour la HAT. Contrairement à l'équipe précédente, on a cette fois affaire à de vrais opposants radicaux et inflexibles à en juger leur déclaration et qui, apparemment, ne vont pas se laisser faire. Pire, il semblerait qu'ils vont saper les choses de l'intérieur pour compliquer la vie à la HAT. Le vers est ainsi bel et bien, dans le fruit et risque de causer beaucoup de couacs dans le plan de la HAT qui voit sa marge de manœuvre réduite en particulier dans la préparation des élections où les opérations seront étroitement surveillées ».

29/11 - La gendarmerie ouvre une enquête sur le ressortissant étranger qui aurait accompagné Tojo Ravalomanana et Guy Rivo Randrianarisoa à leur retour à Madagascar. La présence d'un « *grand sud-africain blanc à casquette et à lunettes noires* », Ferry John, soupçonné d'être un garde rapproché du fils de l'ancien président a éveillé la méfiance des responsables de la sécurité. Tojo Ravalomanana a reçu une convocation de la gendarmerie en vue d'une enquête. La gendarmerie s'est déplacée à la résidence familiale pour lui remettre sa convocation, après l'avoir recherché en vain dans un hôtel. Me Hanitra Razafimanantsoa, avocate de Marc Ravalomanana, aussitôt alertée, s'est rendue sur place. Le commandant de la circonscription régionale de la gendarmerie, le général Richard Ravalomanana a indiqué que les autorités ordonneront l'expulsion de la personne suspecte, s'il est prouvé qu'elle assure effectivement la sécurité de Tojo Ravalomanana. Il faut posséder une carte de résident pour être garde du corps, a-t-il souligné. A défaut, « *c'est un mercenaire* », aurait-il dit. Ferry John avait déclaré à la PAF qu'il était opérateur économique. Les proches de Marc Ravalomanana affirment que son fils cadet avait été installé en lieu sûr et tenu secret. Guy Rivo Randrianarisoa a reçu lui aussi une convocation. Andry Rajoelina aurait tenu une réunion avec les responsables de la sécurité pour traiter du retour des proches de l'ancien président et des mesures à prendre. Interpellé immédiatement par la mouvance Ravalomanana, il aurait donné l'ordre d'arrêter la procédure au nom de l'apaisement politique. L'ambassadeur d'Afrique du Sud, Monaisa Mokgethi, a formulé une demande d'explication.

Recomposition du Parlement de la Transition : la seconde rencontre de 9 des 11 formations signataires de la feuille de route a permis d'aboutir à un accord à soumettre à la Troïka de la SADC. Selon *L'Express*, la médiation aurait fait pression pour imposer la formule de la reconstitution au détriment de l'élargissement, donnant ainsi satisfaction à l'opposition. Celle-ci obtiendrait à elle seule plus de la moitié des sièges en termes de rapport groupement-quota. Ce qui donne 129 sièges sur un total de 375 pour le Congrès et 61 sièges sur 169 au CST. Les trois mouvances (Ravalomanana, Zafy et Monima-Uamad), arrivent en force au Congrès avec respectivement 57, 52 et 20 sièges. Les deux formations proches du pouvoir (TGV et UDR-C) auraient droit à 52 sièges chacune. Proportions identiques au CST. La présentation des listes de candidats devrait pouvoir débiter rapidement. La mouvance Ravalomanana est en position de force pour s'adjuger le perchoir du Congrès et Mamy Rakotoarivelo serait pressenti pour succéder à Raharinaivo Andrianatoandro, dissident du TIM. La mouvance Zafy a fait savoir qu'elle ne proposera aucune personnalité pour intégrer le nouveau Parlement de la Transition. Le décret de dissolution de l'actuel Parlement devrait être signé avant le 30 novembre, date limite fixée par la médiation.

Tribune du 30/11 donne une toute autre version de l'accord, avec des chiffres qui ne correspondent pas, en titrant « 606 sièges à pourvoir », dont 417 au Congrès et 189 au CST, contre respectivement 125 précédemment à la Chambre basse et 83 dans le précédent CST. Un effectif jugé pléthorique pour un pays exsangue. Il n'y aurait donc pas de dissolution de l'actuel Parlement mais élargissement, à budget constant toutefois.

Une mission de la COI de retour à Madagascar. Son objectif est de contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route, avec les élections en ligne de mire. Callixte d'Offay, secrétaire général, a rencontré le Premier ministre et s'est rendu à la CENI. Il est question de proposer à la Grande Ile « *des appuis techniques, politiques et socio-économiques* ». Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, a participé aux rencontres. Omer Beriziky n'a pas manqué d'appeler à l'ouverture dans les meilleurs délais du bureau de liaison permanente de la SADC dans la capitale afin d'accélérer le processus de mise en œuvre de la feuille de route. En marge de sa rencontre avec la délégation de la COI, le président de la CENI, Hery Rakotomanana, a confirmé la nécessité de procéder à la retouche de cet organe avant l'organisation des prochaines élections. Il n'a pas précisé si l'institution serait recomposée ou élargie. La feuille de route prévoit « *l'élargissement de la composition de la CENI et la révision de ses tâches essentielles pour assurer une représentation équilibrée des acteurs politiques* ».

De son côté, **Fatma Samoura, représentante résidente du PNUD, a rencontré Omer Beriziky** pour aborder la question de l'accompagnement des Nations Unies dans la préparation des prochaines élections.

Rappel à l'ordre de la Troïka : dans un communiqué signé par Tomaz Salomao, elle exhorte les chefs file des mouvances à faire taire leur égo et indique que ne pas intégrer les institutions signifie un refus de la feuille de route⁸.

⁸ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/10/19/448497/70587572.pdf>

30/11 - Les mesure d'apaisement devront attendre. Le Conseil de gouvernement aurait décidé de consacrer une séance entière à ce sujet mais aucune date n'a encore été fixée. Selon certaines sources, en revanche, le Premier ministre se serait opposé à mettre ce sujet à l'ordre du jour du Conseil, laissant entendre que la question ne relevait pas de la compétence de l'équipe gouvernementale. Il est seulement demandé à ses membres de « *déployer les efforts utiles et nécessaires pour établir un climat de confiance et d'apaisement* ». Ce second Conseil du gouvernement Beriziky n'a cependant pas confirmé les craintes que l'on pouvait avoir quant à la cohésion de l'équipe, présente au grand complet. Seul manquait Tabera Randriamanantsoa, retenu pour la cérémonie de passation de service qu'il a enfin consenti à organiser.

Pour Le Courier, la cohabitation entre les entités politiques dans le gouvernement Beriziky commence à s'ébaucher. La solidarité de l'équipe est illustrée par la désignation de deux porte-parole du gouvernement. Les signes d'apaisement sont patents mais **le quotidien se montre préoccupé par l'attitude du Premier ministre qui poursuit son dialogue avec Didier Ratsiraka et Zafy Albert** sans en avoir apparemment la mission. S'agit-il d'un partage des tâches avec le président pour obtenir l'adhésion de tous au processus ? Omer Beriziky a-t-il été convaincu par Didier Ratsiraka de rouler pour l'organisation de cette fameuse conférence au sommet, jugée inutile par toute une partie de la classe politique ?

Tojo Ravalomanana serait recherché. Contradiction avec la déclaration d'arrêt de toute procédure à son encontre. Le fils de l'ancien président n'a pas répondu à la convocation de la gendarmerie pour enquête sur la présence d'un étranger aperçu près de lui à son arrivée à l'aéroport. Me Hanitra Razafimanantsoa, avocate de Marc Ravalomanana, affirme que la question avait été discutée directement avec le président de la Transition et que celui-ci avait décidé de mettre fin à la procédure, pour se conformer à la feuille de route qui prône l'adoption de mesures d'apaisement et notamment la protection de Marc Ravalomanana, de sa famille ainsi que de ses biens. Le général Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription de gendarmerie n'est pas sur la même longueur d'onde : il indique l'ouverture de recherches pour retrouver Tojo Ravalomanana et son supposé garde du corps et affirme sa détermination à tout mettre en œuvre pour parvenir à ses fins. Des rumeurs, rapportées par *La Gazette*, font état de la possible arrivée à Madagascar de « *mercenaires* » chargés de sécuriser le retour de Marc Ravalomanana. Ferry Jones ne serait alors qu'une « *tête de pont* ».

► Médiation malgache-malgache - société civile

07/11 - Le président de la CNOSC, André Rasolo, félicite Albert Zafy d'avoir présenté Omer Beriziky, au poste de Premier ministre. « *C'est un homme ouvert, posé, intègre, capable de trancher. Des qualités que possèdent aussi Monique Andréas, Sylvain Rabotoarison, José Vianney et José Rakotomavo. L'atout de Beriziky, c'est qu'il est présenté par l'opposition. Le fait qu'il ait la carte Leader Fanilo ne me gêne pas, du moment qu'il est présenté par l'un des leaders de l'opposition* », déclare-t-il. André Rasolo estime que Marc Ravalomanana a intérêt à s'appuyer sur Zafy Albert, son allié sur place à Madagascar, qui a toujours exigé le retour des deux anciens présidents, ainsi que la libération de tous les prisonniers politiques. La CNOSC juge qu'il est urgent de poursuivre dans la mise en œuvre de la feuille de route : « *Plus on perd du temps à ne pas mettre en place une gestion consensuelle et inclusive de la Transition, en vue d'organiser les élections législatives et présidentielles, plus ce régime transitoire va s'embrouiller dans un brouillamini inimaginable, plus les effets pervers de la pauvreté vont désarticuler la société malgache toute entière* ».

Serge Zafimahova, co-président de la CNOSC, confirme une rencontre secrète qui s'est tenue avec des responsables du FFKM, entité influente de la médiation composée des quatre chefs d'Églises chrétiennes actuellement présidée par le pasteur Lala Rasendrasina, et le Finona, organe de médiation composé également de leaders d'Églises mais aussi du groupement Raiamandreny mijoro présidé par le pasteur Paul Ramino. La société civile, la CNOSC en particulier, est spécialement mentionnée dans la feuille de route comme l'égale du FFKM ou encore des Raiamandreny mijoro. Le FFKM n'a pas souhaité communiquer sur cette rencontre, soucieux qu'il est depuis le début de la crise et l'échec de sa médiation, de ne pas apparaître sur le devant de la scène.

08/11 - Les organisations de la société civile attendent avec impatience la création du bureau de liaison de la SADC, qui avait été annoncée pour la 1^{ère} semaine de novembre. Ses membres ne font actuellement que de la figuration. Ils espèrent pouvoir être fixés rapidement sur leurs missions ainsi que sur les moyens techniques et financiers mis à leur disposition. Ces organisations de la société civile auront pour tâche de suivre l'évolution de la mise en œuvre de la feuille de route, conformément à l'accord conclu. Pour *La Gazette*, il semblerait que l'Afrique du Sud ne soit pas décidée à passer le relai de l'intérim qu'elle assure via son ambassadeur, pour conserver son emprise sur le processus et imposer ses vues.

10/11 - Formation du gouvernement : divergences au sein de la société civile. Le pasteur Nestor Razafindramanitra du Finona avance que « *la clé de répartition des sièges au sein du gouvernement de transition relève du pouvoir discrétionnaire du président de la transition et du Premier ministre de consensus* », afin, a-t-il expliqué, d'éviter la répétition de l'expérience vouée à échec du Premier ministre Eugène Mangalaza. La seule contrainte imposée par la feuille de route porte, rappelle-t-il, sur le respect des critères de provenance politique, de représentation (et non de représentativité numérique) ainsi que sur l'épineuse question sur l'équilibre régional. Pour la CNOSC, en revanche, il serait plus sain de discuter la clé de répartition avec tous les acteurs politiques, à l'instar de ce qui s'est passé à Maputo et à Addis-Abeba, afin notamment d'échapper aux pressions tant des acteurs politiques que la médiation étrangère.

12/11 – Pour la CNOSC, l'actuelle liste électorale comporte un nombre conséquent d'erreurs. Serge Zafimahova, co-président de la CNOSC et président du Club Développement et Ethique (CDE), a mis en avant la nécessité d'une nouvelle liste issue d'un nouveau recensement. Il indique que l'UE serait prête à financer les futures élections à hauteur de 30 millions de dollars. La CNOSC souhaite que l'informatisation des scrutins puisse s'opérer jusqu'au niveau local. « *Il serait dommage que les erreurs du dernier scrutin se reproduisent* », note le président du CDE, allant jusqu'à prédire « *des troubles postélectorales* » en cas de maintien de l'actuel système.

17/11 – Sept entités de la société civile définissent un plan d'action pour les élections. Elles entendent mettre sur pied un programme visant à définir des stratégies d'observation ainsi qu'à créer un bloc censé obtenir une plus grande crédibilité électorale aux yeux des électeurs. Ce groupement réunit notamment le KMF/CNOE conduit par Ernest Razafindraibe, l'Accès Zon'olombelona, l'Andrimaso FFKM, Justice et Paix, ainsi que l'UNMD (Union nationale malgache des Droits humains). La première séance de travail a permis de définir un code d'éthique, comprenant la réglementation, les obligations ainsi que les droits des observateurs dans l'exercice de leurs fonctions. Dans la liste de propositions de réforme pour les scrutins à venir figure l'allègement des procédures liées aux plaintes et requêtes, ainsi que l'effectivité des sanctions prononcées à l'encontre d'un tiers, autant de points qui auraient entaché les précédents scrutins. L'initiative des 7 entités vise à prévenir une nouvelle crise post-électorale et à garantir la sincérité des futurs scrutins aux yeux de la communauté internationale. Une coopération avec la CENI devrait pouvoir se mettre en place mais la société civile met en doute l'actuelle institution, dont le financement est totalement dépendant du pouvoir.

18/11 – La société civile ne parvient pas à s'accorder sur le suivi de l'application de la feuille de route qui lui est dévolu. Les dignitaires Raiamandreny Mijoro et le Finona se déclarent prêts à participer à des séances de travail hebdomadaires avec les émissaires de la SADC et l'ambassade d'Afrique du Sud pour procéder à une évaluation systématique de l'application de la feuille de route. André Rasolo de la CNOSC évoque quant à lui le besoin d'impliquer au préalable l'association Orimbato, les autorités traditionnelles, la fédération des associations des femmes, ainsi que le Collectif des citoyens.

25/11 - André Rasolo de la CNOSC se déclare favorable à la réunion au sommet préconisée par Didier Ratsiraka : « *Nous avons sans cesse insisté sur le dialogue malgache-malgache, la réunion au sommet des trois anciens chefs d'État avec le président de la Transition, l'instauration d'un climat d'apaisement où tous les acteurs acceptent de pardonner et de faire la paix. C'est dans ce cadre apaisé que le peuple malgache peut s'exprimer et trancher à travers des élections crédibles et fiables. [...] Tant mieux si des pays amis soutiennent la Transition. Mais n'oublions pas que c'est un gouvernement du peuple malgache et non de la communauté internationale. Ne cherchons pas des boucs émissaires à l'étranger. Assumons nos responsabilités. J'ai toujours soutenu que la reconnaissance interne doit précéder la reconnaissance internationale, et non l'inverse* ». André Rasolo juge le nouveau gouvernement plus consensuel que celui de Camille Vital mais le gouvernement est, d'après lui, « *totalement verrouillé par des entités politiques signataires de la feuille de route dont certaines n'ont aucune légitimité* ». De plus, « *ni les forces vives de la nation, ni l'équilibre régional, ni l'approche genre, ni le poids des forces politiques en présence n'ont été sérieusement pris en compte* » pour sa formation.

DROITS HUMAINS -GOUVERNANCE

11/11 - Une femme rapatriée du Liban perd la vie. Rapatriée de ce pays il y a quelques semaines, elle est décédée le 1^{er} novembre. Elle était gravement malade à son arrivée à l'aéroport d'Ivato. Pour les membres de sa famille, le traumatisme subi au Liban aurait été la cause de sa maladie. Le Syndicat professionnel des diplômés en travail social confirme qu'à son arrivée elle a dû être transférée dans un hôpital psychiatrique. Le ministère de la Fonction publique affirme que cette femme souffrait d'un cancer du cerveau. Il rappelle que depuis novembre 2009 l'envoi de travailleuses au Liban a été suspendu et que si des expatriations se poursuivent, c'est sans son accord. Il ne se passe pas une semaine sans que des femmes reviennent de ce pays volontairement après s'être enfuies. Il arrive que celles qui demandent de l'aide ne figurent même pas sur la liste des travailleuses censées se trouver au Liban.

16/11 – L’Eglise Presbytérienne américaine pointe les carences de la feuille de route. Dans une lettre adressée à la secrétaire d’Etat américaine Hillary Clinton, les membres de la Presbyterian Church des Etats-Unis jugent que l’un des défauts de la feuille de route est son manque de détails, notamment en matière d’engagement sur les droits de l’homme.

19/11 - Médecins sans frontières est de retour. L’association avait quitté Madagascar par dépit en 2006, après être entrée en conflit avec le régime Ravalomanana. Ses interventions seront concentrées dans le Sud.

► Liberté d’expression

04/11 - Les manifestations des trois mouvances au Magro de Behoririka sont interdite jusqu’à la mise en place du nouveau gouvernement. Le ministère de l’Intérieur a émis une note interdisant toutes les manifestations politiques dans un but « *d’apaisement* ». Il redoute que durant cette période de passation de pouvoir les forces de l’ordre ne soient pas en mesure d’agir efficacement. Les chefs des 119 districts ont été destinataires de cette consigne. Marc Ravalomanana a, malgré tout, donné l’ordre à ses partisans de poursuivre leurs manifestations dans les différentes régions de « *afin de démontrer aux yeux du monde entier qu’ils revendiquent une transition respectant les termes de la feuille de route* ». La manifestation hebdomadaire des trois mouvances au Magro de Behoririka a pu se tenir sans intervention des forces de l’ordre. Le ministre de l’Intérieur, Florent Rakotoarisoa, a renforcé l’interdiction en rappelant que toute infraction à la loi est passible de sanctions. « *Madagascar est une Nation souveraine, nous n’hésiterons pas à appliquer la loi* » a-t-il martelé.

08/11 - Le préfet de police affiche sa prudence sur la question. Il affirme que la note prise par le ministère de l’Intérieur aurait dû être exécutée mais qu’il convient de faire preuve de flexibilité dans sa mise en œuvre. « *Nous allons convoquer les meneurs de manifestation du Magro à Behoririka, afin de leur notifier l’existence de cette mesure* », aurait-il confié. Dans le camp des opposants qui fréquentent les lieux pour le meeting quotidien, la préparation psychologique des militants contre la note d’interdiction de manifestation publique a commencé au lendemain de sa publication. Les organisateurs précisent que la mesure n’émane pas du Premier ministre mais du ministre de l’Intérieur démissionnaire. Les partisans du TIM aile dissidente, déplorent cette interdiction qui ne va pas dans le sens de l’apaisement souhaité. La feuille de route prévoit, en autres, la réouverture des stations audiovisuelles fermées. La mesure n’a pas encore été prise et les meetings du Magro permettent aux opposants de s’informer et d’échanger des informations, font-ils valoir pour réclamer la clémence des autorités.

La Gazette s’interroge sur le sens de cette mesure prise par Florent Rakotoarisoa. En effet, l’interdiction des rassemblements de Magro ne s’impose pas car les participants ne sortent pas de l’enceinte de l’ancienne grande surface du groupe Tiko et à la fin de la séance, ils se gardent de manifester sur la voie publique. Le quotidien suspecte le ministre de vouloir attirer l’attention sur sa personne et provoquer ainsi son maintien dans la nouvelle équipe gouvernementale. Une attitude de fermeté qui pourrait causer l’effet contraire, dans la conjoncture actuelle où il importe de ménager la mouvance Ravalomanana afin de l’attirer dans le processus de sortie de crise.

08/11 – Les malgaches doivent revendiquer le droit de s’indigner. Le phénomène des indignés est planétaire, dit-on. Non, car à Madagascar, on ne s’indigne pas, constate *La Gazette*. « *Est-ce à dire qu’on est content de notre sort et qu’on se fout du reste ? Non, loin de là. Mais on ne s’indigne pas. Paradoxalement, on est trop indigent et affamé pour cela. On se contente de porter un regard désillusionné sur les choses, on se résigne et on prie. Il est indigne qu’on ne s’indigne pas davantage. A Madagascar, la misère et l’inertie du réel sont tels qu’il y aurait mille raisons de s’indigner. Pourtant, on n’a pas le droit de descendre dans la rue pour exprimer son indignation et de légitimes revendications, sous peine d’être convoqué pour un interrogatoire interminable et musclé à la police. Par conséquent, pour manifester son indignation, on s’empare de la rue, le cœur gorgé de vengeance, pour faire la révolution. Pour déverser sa frustration, on casse, on brûle, on tue et on se fait tirer dessus. En laissant les malgaches exercer leur droit de s’indigner, à travers leur droit constitutionnel de faire grève, on éviterait bien des saignées cycliques* ».

08/11 - Manifestation d’étudiants pour le paiement de leurs bourses dispersées par des grenades lacrymogènes. Les militaires de l’Etat-major Mixte Opérationnel ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les étudiants grévistes de l’Université d’Antananarivo qui réclament le paiement de leurs bourses impayées depuis 3 mois ainsi que le remboursement des droits d’inscription de 10.000 Ar qui devait être gratuits. Ils sont descendus dans les rues menant vers le centre-ville bloquant l’issue vers le campus. Les dégâts matériels sont importants. Pour faire cesser des jets de pierres, les forces de l’ordre ont pénétré dans l’enceinte universitaire. Face à l’intrusion d’inconnus aux motivations douteuses, les étudiants ont décidé de cesser leurs manifestations. Les leaders de la manifestation seront convoqués en conseil de discipline. L’individu arrêté lors de la manifestation a été placé sous mandat de dépôt.

► Justice, forces de l’ordre, prisonniers politiques, condition carcérale

02/11 - Un gendarme a abattu par balles 5 personnes en pleine rue dans un village du centre de la Grande-Ile. Se retrouvant face à 5 individus qui auraient cherché à lui arracher son arme, il aurait tiré par réflexe. Cependant, les versions divergent sur les circonstances de ce drame. D'autres témoignages s'opposent à cette version officielle. Ces hommes, arrivés dans la cité pour travailler dans la carrière proche, seraient tombés sous les balles du gendarme, sans l'avoir menacé. Le membre des forces de l'ordre aurait pu agir sous l'effet d'une substance, altérant le sens de la réalité. Les 5 victimes ont déjà été inhumées en présence des autorités locales. Une enquête a cependant été ouverte.

11/11 – Usage excessif de la force par la police. 32 ouvriers d'un chantier incarcérés. Des échauffourées ont éclaté entre la police et des ouvriers travaillant sur un chantier de construction. Embarqués à bord de deux taxi-be réquisitionnés, 32 d'entre eux ont été conduits au camp de la direction des unités spéciales d'intervention (DIRUSI), à Antanimora. « *Brandissant des Kalachnikov et des pistolets automatiques, une quinzaine de policiers nous ont rassemblé dans une partie boueuse du chantier. Dans une salve de coups de feu, ils nous ont obligé à exécuter des roulades et des marches-canard* », raconte l'un des chefs d'équipe. À l'entendre, les hommes de la DIRUSI se seraient montrés violents. « *Ils ont roué de coups quiconque ne leur obéissait pas au doigt et à l'œil. J'ai encaissé un coup de crosse en pleine nuque en demandant des explications* », poursuit-il. Pour leur part, certains de ses collègues ont vu leurs téléphones portables écrasés sous les bottes des policiers. Près de 600 ouvriers travaillent sur ce chantier. Alors que les uns étaient obligés de se rouler dans la boue, les autres ont reçu l'ordre de se regrouper en se tenant les mains. Les forces de l'ordre ont lancé une quarantaine de tirs en l'air. Le contrôleur général Désiré Johnson Rakotondratsima, directeur général de la police nationale, ne confirme pas les violences. C'est un vol commis sur le chantier par 3 ouvriers qui a mis le feu aux poudres. Les 3 voleurs ont été brutalisés par les services de sécurité et face à cet abus, les ouvriers se sont révoltés. Couverts de jets de pierres par 25 individus en furie, deux policiers ont battu en retraite pour revenir à la charge avec du renfort. Les 32 ouvriers incriminés seront livrés à la brigade criminelle. Les 3 voleurs ont été licenciés. Après 3 jours d'enquête serrée les 32 ouvriers du chantier ont été déférés au parquet. Au sortir de leur audition, un seul des suspects a été placé en détention préventive à Antanimora, tandis que les 31 autres ont bénéficié d'une liberté provisoire. Les 32 suspects ont été conduits au parquet sous haute surveillance policière. Leur audition a duré plusieurs heures. Ils étaient poursuivis pour rébellion et actes d'agression.

14/11 - Affrontement évité de justesse entre policiers. Vive tension entre le Groupe d'intervention rapide GIR) et la Force d'intervention (FIP), tous deux de la Police Ils se sont heurtés au stade de Malacam après l'arrestation d'un policier. Les affrontements ont mis face à face une vingtaine d'hommes de part et d'autre. Ils étaient armés. Craignant le pire, certains spectateurs se sont bousculés pour fuir le stade, évacué dans la précipitation. Cet incident est jugé préoccupant par certains observateurs qui jugent sévèrement le comportement des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs missions. Le meilleur moyen de rétablir la situation passe par la formation et la professionnalisation des forces de l'ordre.

01/11 – Andry Rajoelina : « *Il ne faut pas confondre « prisonnier politique » et « délinquant politique ».* Interviewé par *BBC Afrique*, le président de la transition déclare : « *Il ne faut pas confondre « prisonnier politique » et « délinquant politique ». On respecte la loi et je pense que les gens qui ont concocté des coups d'Etat ne sont pas des prisonniers politiques. Des gens qui ont essayé de détruire les biens d'autrui en manifestant leurs idées politiques ne sont pas des prisonniers politiques. Moi je suis pour la démocratie. Depuis maintenant deux ans et demi que je suis à la tête du pays, c'est pour la première fois, à Madagascar, que les journalistes peuvent critiquer ouvertement un Président de la République. Depuis la Transition, le nombre des supports de la presse écrite a augmenté de 50%. Cela en l'espace de deux ans et demi seulement ».*

10/11 - Lanto Rakotomavo du parti TGV : « *la demande de libération des détenus politiques attendra le prochain gouvernement* ». Cette déclaration coupe court aux requêtes de l'opposition réclamant l'application stricte de l'article 20 de la feuille de route comme préalable à sa participation à la nouvelle équipe gouvernementale. D'après elle, cette libération des détenus politiques « *concerne le juridique* », écartant de ce fait une décision politique sur le dossier. La secrétaire nationale du TGV note également « *les faits qui ont poussé ces détenus à se faire arrêter* », rappelant au passage les événements survenus en 2009 et 2010. La déclaration peut s'analyser comme une réplique à la requête de Ralitera Andrianandraina (ancien directeur de la Sécurité de la HCC, libéré en août) et d'Eliane Naika (ancienne députée TIM de retour d'exil en France). Une vingtaine d'anciens détenus de la crise de 2009 ont rencontré la presse en marge d'un meeting au Magro. Ils comptabilisent encore 56 détenus et annoncent leur intention de renforcer leur mobilisation pour obtenir leur libération. L'un d'entre eux rappelle que lors de la nomination de Monja Roindéfo au poste du Premier ministre en 2009, les détenus politiques de la crise de 2002 avaient été libérés le lendemain même. Ces anciens détenus politiques revendiquent la réouverture des stations audiovisuelles fermées depuis le début de la crise. Pour sa part, le pasteur Valisoa réclame la tenue d'une séance de « *Grand pardon* » entre tous les citoyens et acteurs politiques concernés en vue de la réconciliation nationale.

10/11 – Liberté provisoire pour 5 pro-Ravalomanana arrêtés durant une manifestation en avril 2009. Le jugement est reporté à une date non précisée. Ils sont inculpés d'homicide volontaire sur un agent de police. Deux politiciens qui étaient à l'époque partisans de Marc Ravalomanana ont été cités comme les « *instigateurs* » de cette affaire : Alain Andriamizeza, actuel membre du CST, et Raharinaivo Andrianatoandro, président du Congrès. Le 20 avril 2009, les sympathisants de Marc Ravalomanana avaient tenu un rassemblement « *non autorisé* ». Le meeting avait viré à un affrontement entre manifestants et forces de l'ordre. Un agent de police avait reçu une balle à la tête et n'avait pas survécu à ses blessures. Initialement, 9 personnes avaient été appréhendées pour ce meurtre. Elles étaient accusées de rassemblement non autorisé, de perturbations de l'ordre public et de possession d'armes à feu prohibées. 4 d'entre elles avaient bénéficié d'une liberté provisoire peu de temps après leur arrestation. En réponse aux avocats qui faisaient valoir que la feuille de route exige la cessation de toutes poursuites judiciaires à connotation politique, l'avocat général a déclaré : « *la feuille de route n'a aucune valeur juridique dans les décisions du Tribunal, lequel ne fait qu'appliquer la loi. Seul le Code pénal est en vigueur pour juger un individu* ».

18/11 - Les détenus politiques dans l'incertitude. Dans une interview à un quotidien réunionnais, Andry Rajoelina nie l'existence de détenus politiques, alors que leur remise en liberté constitue l'un des points essentiels de la feuille de route. Il renvoie leur libération à plus tard, le temps de se mettre d'accord sur la définition du terme. Pour le président de la Transition, il s'agit en effet de « *délinquants politiques, des gens qui ont détruit des biens d'autrui, ou qui ont fomenté des coups d'État lors du référendum* ». Cette déclaration constitue une fin de non-recevoir adressée à Eliane Naika, ancienne sénatrice de la mouvance Ravalomanana, récemment rentrée d'exil avec pour objectif d'obtenir l'élargissement de ces détenus et le retour des exilés.

Les 19 mutins de la BANI sont toujours à la maison de force de Tsiafahy. Un an après les faits, les officiers mutins, dont le colonel Charles Andrianasoavina et le général Noël Rakotonandrasana, sont toujours détenus. Le 17 novembre 2010, ces officiers ont tenté un coup de force militaire depuis la base aéronavale d'Ivato, le jour du référendum constitutionnel. Le ministre de la Défense indique que la cellule d'enquête mis en place pour étudier l'affaire et prononcer des sanctions n'a pas achevé son travail.

14/11 – Réaction d'un internaute de Tananews à la déclaration publique d'Amnesty International du 7 octobre sur le système judiciaire et la condition carcérale. « *Malgré toutes ces constatations, quelles dispositions pense prendre l'Amnesty International à l'encontre de ces juges et magistrats véreux parce que les intéressés ont la carapace dure qui ne se laissera pas facilement entamer et continueront leurs exactions comme par le passé, comme depuis toujours ? Amnesty sait-il que si quelqu'un vole 2,5 milliards d'Ariary, les 500 millions seront versés aux juges comme prix d'une liberté définitive ? Amnesty sait-il que pour le vol d'une poule ou de quelques maïs, un homme restera en prison pendant deux à trois ans en attendant le jugement parce qu'il n'a pas pu verser la « caution » aux juges. Pendant ce temps, sa femme, une paysanne, devra travailler comme quatre et pour nourrir les enfants et pour apporter de quoi manger à son homme ? Qu'à la fin, vaincue, ne pouvant plus le nourrir, elle le laissera se débrouiller comme il pourra. Alors, rien ne se perd en prison, le délaissé se nourrira des épluchures de pommes de terre, de peaux de bananes. Tombé malade, on l'emmène se faire soigner à l'hôpital menotté pour y aller et traversant à pied toute la ville. Mal soigné, il meurt, l'on jette son cadavre comme celui d'un chien sur le ciment de la morgue de la prison et si la famille ne vient pas le récupérer, on l'entermera de nuit dans un cimetière public. Les détenus chargés de le faire sont si pressés qu'ils jettent le corps dans la fosse et c'est à peine s'il y a de la terre dessus que les chiens viennent le dévorer. Croyez-vous que j'invente ? C'est la pure réalité. Demandez aux Pères Trinitaires la réalité que vivent les prisonniers à Madagascar, vous serez horrifiés* ».

23/11 - Deux commerçants chinois échappent au lynchage. Des scènes d'émeute ont secoué les abords d'une galerie commerciale du centre-ville de la capitale, obligeant les forces de l'ordre à faire usage de grenades lacrymogènes. Le général Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription de la gendarmerie nationale a dû dégainer son pistolet automatique pour faire 3 tirs de sommation. Des tirs sporadiques s'en sont suivis. Une foule impressionnante et menaçante répandue dans tout le quartier voulait s'en prendre à 2 commerçants chinois qui ont levé la main sur 2 de leurs employés qui avaient falsifié un bon de livraison et détourné un lot de sandales. L'un des employés est grièvement blessé. La rumeur a couru qu'il était décédé durant son transport à l'hôpital. L'ambassade de Chine déclare qu'elle suit attentivement l'affaire ; elle exhorte les Chinois résidant à Madagascar de cohabiter harmonieusement avec la population. *L'Express* écrit « *qu'il s'en est fallu d'un cheveu pour que les manifestants, la plupart des pilleurs aux aguets qui voulaient célébrer Noël un mois à l'avance, ne mettent le feu aux magasins de ce China Town* ». Au-delà de cet incident, la foule s'estimait opprimée par les opérateurs économiques étrangers, notamment chinois, fréquemment accusés de brutalités envers leurs employés et de se comporter « *en terrain conquis* »⁹. Certains observateurs attribuent cette colère soudaine à l'exaspération du

⁹ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/58/06/448497/70522655.pdf>

peuple à vivre une si longue crise. L'absence d'Etat de droit conduit également de plus en plus la population à se faire justice, constate *Sobika*. Le spectre des pillages de janvier 2009 était dans tous les esprits. Ce sont des incidents de ce genre qui ont conduit au massacre des Comoriens à Mahajanga en 1975, ou aux émeutes contre les Indo-pakistanaïes à Antsirabe en 1994. L'Association des Commerçants et Entrepreneurs Chinois à Madagascar (ACECMA) se déclare disposée à prendre les mesures qui s'imposent afin d'éduquer les Chinois au respect de la loi, des us et coutumes à Madagascar, ainsi qu'au respect des droits des travailleurs. « *Certes, ce qui s'est passé récemment à Behoririka figure parmi les cas isolés, mais nous allons faire des efforts pour que tous les entrepreneurs chinois soient soucieux du respect du Fihavanana* », a-t-elle déclaré.

24/11 - L'atmosphère restait délétère à Behoririka. Tous les magasins appartenant aux Chinois sont restés fermés. Les forces de l'ordre ont quadrillé les lieux afin de parer à toute éventualité. Deux individus suspectés d'avoir participé au cambriolage d'un magasin durant l'émeute ont été déférés au parquet et placés en détention préventive à Antanimora.

24/11 - Des employeurs malgaches ou étrangers maltraitent leurs employés. Des coups et blessures volontaires provoquant souvent une hospitalisation. La plupart des victimes sont des salariés des entreprises franches, des commerces de détail et des employés de maison. L'inspection du travail avoue son impuissance, elle ne peut qu'inciter les victimes à déposer plainte. Elle n'intervient directement sur site qu'en cas de différent collectif.

24/11 - L'affaire des « bombes artisanales » de 2009 au tribunal. Les personnalités politiques de la mouvance Ravalomanana Alain Andriamiseza, Jean-Louis Rakotoambo et le Révérent Ndrianarijaona Andriamanampy, ainsi que 7 autres personnes présumées coupables, ont comparu devant la barre. Ils sont suspectés d'avoir été les commanditaires de la fabrication et de la pose de bombes artisanales au magasin Leader Price de Tanjombato ainsi que dans divers quartiers de la capitale en 2009. Le banc des accusés comptait deux places vides, celles du président du CT, Raharinaivo Andrianatoandro, et de l'ex-ministre Yves Aimé Rakotoarison qui n'ont pas répondu à la convocation. Hormis ces deux personnalités, d'autres citoyens impliqués ne se sont pas présentés. En tout, 10 individus parmi les 23 accusés ont comparu. Les avocats ont demandé l'ajournement du procès pour non-respect des délais de notification. Une requête qui a été acceptée, sans qu'une date précise n'ait été communiquée. Une mise en garde a été lancée à l'endroit des accusés qui ne se sont pas présentés. La Direction des législations contentieuses (DLC) qui représentait l'État a insisté sur le fait que l'immunité parlementaire ne devait pas être prise en considération, les faits s'étant déroulés avant la nomination d'Alain Andriamiseza et de Raharinaivo Andrianatoandro au Parlement de la transition. La défense a fait valoir que la feuille de route exige la création d'un climat d'apaisement, la libération des détenus politiques et la suspension des poursuites en cours. La liberté provisoire a été requise. Elle a été accordée pour 2 prévenus et refusée pour 5 autres.

23/11 - Enquête sur le décès accidentel de Nadine Ramarosaona : Alain Ramarason, président de la commission Défense et Sécurité du CST et oncle de la ministre, affirme que suite aux enquêtes que la famille a diligentées, elle a été assassinée. Il déclare posséder des preuves de l'implication de hautes personnalités, qu'il ne divulguera qu'après publication des conclusions des 3 enquêtes officielles en cours. Des preuves matérielles auraient été détruites après le naufrage. Connue pour son franc-parler et sa ferme détermination à dénoncer tous les trafics, la ministre a été la cible de menaces de mort à plusieurs reprises. Raison pour laquelle elle avait déposé plainte auprès des autorités compétentes. Alain Ramarason déplore que ces menaces n'aient jamais été prises au sérieux et ont été classées sans suite.

29/11 - Les Nations Unies octroient 90 millions Ar pour la rénovation de la prison d'Ampanihy. Une initiative qui est présentée comme une contribution au respect des droits des détenus.

► Médias

02/11 – Un journaliste de *La Gazette* menacé. James Ramarosaona, ancien président de l'Ordre des Journalistes et actuel membre de la CENI, a été victime d'une embuscade alors qu'il rejoignait son domicile. Il a été arrêté par trois personnes dont l'une lui a intimé l'ordre de « *se taire* » pour son bien et celui de sa famille. James Ramarosaona s'était prononcé ces derniers temps pour le respect de la souveraineté nationale et le strict respect de la feuille de route.

► Santé

08/11 - « Depuis 2 ans la sensibilisation contre la discrimination des personnes vivant avec le VIH connaît un fléchissement. Pourtant le nombre de celles infectées par le VIH/Sida accuse une augmentation. Le traitement d'infections opportunistes demeure limité », se plaint Johnson Firinga, secrétaire exécutif du Comité national de lutte contre le Sida. Il n'y a pas de budget pour traiter les maladies dites opportunistes, de nombreuses régions

n'ont pas de centre de prise en charge. Le problème a été aggravé par la crise politique mais il est mondial. Les bailleurs de fonds ont réduit leurs appuis financiers.

16/11 - Le paludisme représente pour Madagascar la première cause de mortalité hospitalière et constitue la troisième cause de morbidité chez l'enfant de moins de 5 ans. Selon Ramarosandratana Benjamin, directeur du programme national de lutte contre le paludisme, les efforts entrepris ces dernières années sont encourageants : le nombre de décès enregistrés est de 348 en 2010 contre 375 en 2009. Les cas de paludisme grave n'ont été que de 6.514 contre 7.652 en 2009. Un atelier est organisé conjointement par le ministère de la Santé publique, l'OMS ainsi que les partenaires, afin de mettre à jour la politique nationale de lutte contre le paludisme et de définir la nouvelle stratégie visant à éradiquer le paludisme à Madagascar.

18/11 - L'utilisation du bois pour la cuisson tue 12.000 personnes par an. Selon la Banque mondiale, l'utilisation du bois et du charbon de bois pour la cuisson a des conséquences néfastes sur la santé publique. A Madagascar, la Banque évalue à 12.000 le nombre des décès annuels, dont plus de 10.000 enfants de moins de 5 ans. « *Les infections respiratoires provoquées par l'inhalation de la fumée des combustibles solides brûlés en sont les conséquences les plus courantes* », affirme un médecin. Les plus défavorisés et les personnes à revenus modestes sont les premiers concernés par les risques que présentent la cuisson au bois. Le charbon de bois, un peu moins nocif, est utilisé par des foyers mieux lotis. Madagascar brûle 17 millions de mètres cubes de bois de chauffage par an, dont 8 millions sont utilisés pour la confection du charbon de bois. La cuisson au gaz, au pétrole ou à l'électricité est hors de portée pour la plupart des ménages.

19/11 – Assainissement : « Madagascar s'enlise dans la saleté », titre L'Express. L'atteinte des OMD en termes d'assainissement est irréalisable. Le pays recule, selon le rapport de Water Aid. Le nombre de personnes n'ayant pas accès aux services d'assainissement appropriés, au lieu d'être réduit de moitié en 2015, a augmenté, comparé à celui de 1990. Des régions entières n'ont pas bénéficié des aides de l'Etat, des groupes vulnérables ont été « oubliés ». L'eau insalubre et les mauvaises conditions sanitaires entraînent sont la cause d'un surcroît de mortalité infantile.

► Droits des enfants

26/11 - Droits des enfants : Madagascar invitée à soumettre son rapport périodique de mise en œuvre de la Convention internationale en 2012, indique l'UNICEF. Selon l'Organisation, les progrès accomplis par la Grande Ile depuis 20 ans sont minimes. « *Ce sera une occasion pour le gouvernement de recevoir des observations et des remarques sur la manière dont peut être amélioré le sort des enfants malgaches* », a-t-elle lancé. Le pays a connu des progrès en matière de santé et d'éducation mais la pauvreté et les crises politiques et socio-économiques compromettent les progrès réalisés.

► Droits des femmes

16/11 - Marche blanche contre la violence sexiste - 16 jours d'activisme. Les ONG Gender Links et Planet Finance du Programme BABEO ont entamé 16 jours d'activisme pour l'aide et le soutien aux femmes malgaches maltraitées. Une date qui concorde avec la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes. Une manifestation réalisée en simultané dans 14 pays d'Afrique Australe. Pour l'égalité des sexes mais surtout contre la violence basée sur le genre. Marche blanche, cyber-dialogue et campagnes de sensibilisation sont au programme. Plus de 80% des femmes malgaches sont maltraitées et agressées par des hommes qui sont généralement leur propre mari mais très rares sont les dépôts de plainte.

30/11 - les Nations Unies interpellent l'État. Ministères, ONG et associations ont participé à une grande marche dans le cadre de la campagne initiée par les Nations Unies. La coordinatrice résidente des Nations Unies a rappelé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW). « *La Convention exige de l'Etat qu'il mette en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées, dont les mesures législatives, pour éliminer les violences à l'égard des femmes* », a-t-elle indiqué. Face à cela, la nouvelle ministre de la Population, Olga Vaomalala Ramaroson, serait restée indifférente, selon L'Express, se contentant d'inciter les femmes à se donner la main. « *Rassemblons nos forces pour défendre notre noble cause. La faiblesse des hommes fait notre force. N'oubliez pas que l'exclusion des femmes ralentit le développement du continent* », a-t-elle déclaré.

29/11 – L'ACAT affirme recevoir chaque jour plus de 15 plaintes de la part des femmes victimes de violences conjugales.

► Gouvernance

03/11 - De faux chèques carburants administratifs en circulation depuis plusieurs mois. Ils passent entre les mains des utilisateurs, des pompistes et des responsables de stations-services avant d'aboutir au Trésor pour

tentative d'encaissement. La fraude est massive. Les gérants de stations-services chiffrent le préjudice à 432 millions Ar. Le Groupement professionnel des gérants libres menace de lancer des actions de protestation si aucune solution ne peut être trouvée. Les employés des stations-service se plaignent de devoir faire face à des intimidations d'automobilistes, parfois hauts placés, qui refusent de justifier de leur identité et de l'attribution de ces chèques par l'administration. Selon *Midi*, on annonce dans le milieu de la distribution pétrolière que trois hauts responsables auraient échangé pour 2,5 milliards Ar de chèques carburants.

Commentaire de *L'Express* : « *Même si on fait semblant de ne plus s'étonner de rien, il est difficile de rester de marbre à entendre cette histoire de 432 millions Ar que le Trésor a dû payer à la compagnie pétrolière Galana pour compenser la circulation de faux CCAL (chèque carburant et lubrifiants). La direction du Trésor, sommée par le groupement professionnel des gérants libres des stations-service, précise que les CCAL n'ont pas vocation à être échangés contre du cash. En juin 2010, déjà, 120.000 CCAL, d'un montant de 3,9 milliards Ar avaient été dérobés. Le président du groupement avait alors rappelé le souhait de la profession de voir les CCAL remplacés par des cartes électroniques de paiement* ». Un souhait non suivi d'effet...

Le Groupement des gérants libre des stations-service a décidé de ne plus accepter les chèques carburants jusqu'à nouvel ordre : les compagnies pétrolières ont en effet décidé de suspendre leur paiement jusqu'à ce que le Trésor débloque leur argent.

03/11 – Encore 4 véhicules de l'Unicef non restitués. L'identité des deux récalcitrants est pourtant connue. Il s'agit d'un cadre de la présidence de la HAT et de l'ancien PM de la HAT, Monja Roindefo, ce dernier conservant 3 véhicules à son service. *La Gazette* écrit : « *Ces deux personnalités n'ignorent pourtant pas que le déblocage de kits scolaires d'une valeur totale de 21 millions de dollars dépend de la restitution de ces 4 voitures restantes sur les 23 au total, puisque les 19 qui étaient entre les mains des parlementaires de la transition ont été rendues* ». Le ministère de l'Education Nationale aurait engagé une procédure de saisie.

« *Deux mois après le Conseil des ministres du 7 septembre, et un mois après la rentrée scolaire, les kits destinés aux élèves des écoles primaires publiques ne sont toujours pas disponibles parce que des véhicules offerts par l'UNICEF ont été accaparés par des utilisateurs indéclicats* », se désole le chroniqueur de *l'Express*.

15/11 - Le Bianco annonce que des dénonciations anonymes lui sont parvenues qui mettent en cause certains ministres du gouvernement démissionnaire. Des investigations ont été lancées. *Le Courrier* doute que ces enquêtes puissent aboutir : « *il ne faut pas être grand devin pour pouvoir présumer que les résultats seront soumis aux instances concernées et classées sans suite ou, au mieux, verront la condamnation de personnes les plus vulnérables dans la chaîne des responsabilités* ». Le quotidien note que « *les investigations du Bianco n'ont jamais permis la mise en accusation des gros bonnets, et ce depuis sa création* », que ce soit sous le régime Ravalomanana que sous l'actuelle transition. « *Par contre, bon nombre de menus fretins et de sous-fifres qui n'ont même pas bénéficié du dixième des bénéfices de ces différentes transactions frauduleuses et illicites croupissent ou ont croupi en prison* ».

16/11 - Le directeur général du Bianco déclare que « presque » tous les membres du gouvernement démissionnaire ont procédé à leur déclaration de patrimoine. *Le Courrier* écrit : « *A quoi sert de chercher à comprendre ce que signifie l'obligation de faire sa déclaration de patrimoine si aucun suivi n'est envisagé par le Bianco à la fin d'un mandat d'une personnalité assujettie à cette règle ?* ». Le directeur du Bianco donne l'impression au quotidien que c'est une formalité sans trop d'intérêt sauf en cas de plainte d'une tierce personne contre un enrichissement trop rapide et trop flagrant. De plus, on voit mal comment le Bianco peut-il procéder à des contrôles sur des ministres démissionnaires qui ne se sont pas soumis à cette règle à leur entrée en fonction.

15/11 – La présidence annule un concours de recrutement de 380 policiers organisé par le ministère de la Sécurité intérieure. Les recalés du dernier concours organisé en 2008 « *qui possèdent pour la plupart un diplôme supérieur à celui qui est requis* », d'après les précisions des responsables, ont été repêchés en lieu et place de nouveaux candidats. La décision aurait été prise pour faire face à un besoin urgent de renforts à l'approche des élections. La liste des admis a été retirée de tous les commissariats. Soupçonnant une corruption à grande échelle, certains policiers ont l'intention de saisir le Bianco.

16/11 - L'école nationale d'administration de Madagascar (ENAM) a signé une convention avec le Bianco. Ce dernier assurera la surveillance du concours d'entrée, depuis le dépôt de candidature jusqu'à l'affichage de résultats. 215 élèves vont donc être recrutés dont 25 ingénieurs de service topographique, une section nouvellement créée.

22/11 - Le Conseil des évêques fait appel à la conscience des politiciens¹⁰. Il les exhorte, si ce sont réellement des patriotes, à laisser de côté la guerre de sièges, l'hypocrisie et l'amour de l'argent ; il leur demande de s'atteler

¹⁰ CF blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/89/39/448497/70342232.pdf>

à l'organisation des élections. Les hommes politiques sont qualifiés d'« *hypocrites se cachant derrière des termes comme le patriotisme, l'intérêt supérieur de la Nation et la notion de Fihavanana* ».

25/11 - Des 4x4 de l'UNICEF non rendus. Sur les 23 véhicules confisqués par les membres du Parlement de la Transition, deux n'ont pas encore été rendus, selon l'ancien ministre de l'Education nationale, Jean-Jacques Rabenirina, lors de sa passation de service avec son successeur. Le retour des 4x4 et la part de 15 millions de dollars de l'Etat sont les conditions des bailleurs de fonds dont l'UNICEF, l'UE, la Banque mondiale, pour débloquer les 26 millions de dollars qui constituent la 3^{ème} tranche du fonds catalytique de 2009. Les 15 millions sont déjà réunis, il reste à retrouver les 2 véhicules... Le nouveau ministre entend poursuivre le travail entamé par son prédécesseur, notamment la construction de 30.000 salles de classe dès cette année. Il est à la recherche de solutions pour réorienter à la baisse la proportion d'enfants non scolarisés et régler la situation des enseignants FRAM.

27/11 - Eva Joly, candidate écologiste à la présidentielle française s'explique sur son passé malgache. Dans un courrier des lecteurs publié sur le site réunionnais *Clicanoo*, Christian Chadeaux, ancien rédacteur en chef de l'Express de Madagascar accuse la candidate écologiste d'avoir été pendant 4 ans « *la conseillère personnelle du président de Madagascar Marc Ravalomanana pour l'état de droit, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption* ». Période pendant laquelle le journaliste a été expulsé de l'île après 55 ans de présence. Eva Joly s'est ardemment défendu de toute compromission avec l'ex-président : « *J'ai travaillé pendant 8 ans pour le gouvernement norvégien pour de meilleurs rapports Nord-Sud, contre la corruption. Je n'ai jamais travaillé pour Ravalomanana, j'ai travaillé pour Norad (l'Agence norvégienne pour le développement international), à Madagascar, comme au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie ou en Zambie* ». Elle a expliqué avoir été missionnée par Norad pour mettre en place une cellule de lutte contre la corruption. Elle a aussi assuré avoir fait pression sur Marc Ravalomanana pour faire cesser les dérives dans les prisons « *qui ressemblaient à des camps de concentration* », les détentions provisoires sans limite, l'utilisation des prisonniers dans les rizières des magistrats, etc. « *Je suis fière de l'action que j'ai menée à Madagascar* », affirme-t-elle.

30/11 - Gabegie dans l'administration : un document accablant. Dans son bulletin mensuel d'information et de liaison, la direction générale du Trésor Public dénonce la gabegie qui prévaut au sein de certains Etablissements publics. Des avantages exorbitants sont octroyés à leurs dirigeants, à leurs cadres et aux membres des conseils d'administration. Et de citer indemnités de session exorbitantes, allocations mensuelles en carburant offertes jusqu'aux membres de leur famille, indemnités de télécommunications, de loyers, de réception, de domesticité, de journaux, remboursement de factures d'électricité... Le Trésor prône le retour à l'orthodoxie financière...

ECONOMIE – SOCIAL – ENVIRONNEMENT

► Accords commerciaux, coopération

05/11 - Rééligibilité à l'AGOA : le dossier a été bloqué au niveau local, affirme *Afrique Hebdo*. A moins d'un miracle, le dossier de rééligibilité de Madagascar risque fort de ne pas passer à la réunion de la commission américaine de décembre prochain. Des sources sûres avancent que la partie américaine a déjà sollicité Madagascar en mars pour cette rééligibilité qui aurait dû être officialisée en septembre. Le blocage ne venait pas des Américains mais d'un membre du gouvernement qui a gardé le dossier sous les coudes des mois durant. Il voulait jouer le héros politique, celui qui aide à sauver une centaine de milliers d'emplois de la zone franche textile. C'est pour cette raison qu'il a gardé le dossier pour le sortir au moment politique opportun. Seulement, il n'a pas eu son heure de gloire politique alors que le calendrier des Américains était en marche.

15/11 - « *Malgré la crise actuelle, les Etats-Unis restent engagés aux côtés de Madagascar* » affirme le **Chargé d'affaire par intérim de l'Ambassade des Etats-Unis. Il indique que « *cette année, l'USAID Madagascar appuiera des projets dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'aide suite aux catastrophes* ». « *Nos partenaires travaillent dans plus de 65% des districts de Madagascar, avec un budget de plus 70 millions de dollars pour 2011* » affirme Eric Wong.**

► Permis miniers, exploitation pétrolière

02/11 – La reprise de la délivrance de nouveaux permis miniers devra encore attendre. Andry Rajoelina a mis les points sur les « *i* » à ce sujet à l'occasion d'une interview accordée à *BBC Afrique*. Il faudra attendre l'organisation des élections avant d'envisager la reprise de l'octroi de nouveaux permis, comme le stipule la feuille de route. Près d'un millier de nouvelles demandes sont en stand-by au ministère des Mines et des hydrocarbures. La situation favoriserait, selon certains observateurs, la prolifération des exploitations illicites

04/11 - Exploration pétrolière : le Nigeria entre dans le secteur. 90% des actions pour l'exploration en offshore du bloc de Belo, dans le canal du Mozambique, seront dorénavant détenus par la société nigérienne South Atlantic Petroleum Limited (SAPETRO). Cette compagnie va travailler sur un bloc de 13.770 km², adjacent à des blocs majeurs découverts récemment en Afrique de l'Est par les compagnies ENI et Anadarko. Ces blocs se trouvent dans une nouvelle zone d'exploration en eau profonde et à côté d'un autre bloc au large de Juan de Nova pour lequel SAPETRO a un permis d'exploration depuis juillet dernier. Quant au bloc au large de Belo, les données sismiques, les études de superficie et de télédétection permettent d'avancer la présence d'infiltration d'hydrocarbures. La compagnie prévoit de nouveaux programmes sismiques et géochimiques. Les travaux devront démarrer dans le courant de cette année. L'achat des parts de MAREX par SAPETRO ne pourra se concrétiser sans l'accord du gouvernement. SAPETRO est une compagnie créée par un ancien ministre nigérien de la Défense. Elle travaille en partenariat avec des majors comme Petrobras (Brésil) et Total (France).

10/11 - La société civile milite pour des retombées équitables des futures exploitations pétrolières et veut participer à l'élaboration des contrats. L'Alliance pour le respect de la nature (Arena) essaie de s'imposer dans le secteur pétrolier amont, visant à devenir un intermédiaire incontournable de tous les acteurs. « *Nous voulons faire un lobbying dans le secteur pétrolier amont, pour laisser Madagascar avoir des résultats palpables des explorations effectuées par les compagnies* », explique Patrick Rasamoelina. « *Si le cahier des charges mentionne par exemple la construction d'une école par la compagnie, il revient normalement à l'État de trouver des enseignants pour cette école* », explique un autre membre. Mais L'Alliance évoque surtout la fausse perception que la population a des compagnies elles-mêmes. « *Les gens ont tendance à penser qu'elles sont des bailleurs de fonds et non des investisseurs* », indique-t-elle. L'un des objectifs d'Arena est ainsi de remédier à ces confusions. Elle tient également à être associée à la négociation des contrats, qui, considérés comme confidentiels, ne sont même pas portés à la connaissance des communautés concernées. Depuis 2004, la ruée des grandes compagnies pétrolières vers l'exploration des gisements à Madagascar s'est nettement renforcée. Actuellement, 24 blocs pétroliers sont attribués à 17 compagnies pétrolières dans toute la partie Ouest de Madagascar, allant d'Antsiranana à Taolagnaro.

11/11 - Le statut EITI en stand-by. Madagascar a réussi son rapport de validation en un temps record, soit en 9 mois au lieu de deux ans et demi. Mais le Board international ne donnera son appréciation à l'EITI qu'après la reconnaissance internationale du pouvoir de Transition. « *L'EITI Madagascar continue à fonctionner normalement vu que le financement n'a pas été coupé. Mais aucun verdict ne sera prononcé sur notre statut jusqu'à ce que le conseil d'administration ne soit convaincu que les autorités de la Grande île aient retrouvé la reconnaissance internationale* », a expliqué Judicaël Tahiny, secrétaire exécutif de l'EITI. L'optimisme règne cependant au sein du comité national.

12/11 - L'Alliance Voahary Gasy demande l'arrêt du projet d'exploitation d'huile lourde et de grès bitumineux à Tsimiroro et à Bemolanga. « *L'extraction de l'huile lourde entraînera la destruction de la faune et de la flore. En terme de bénéfice, le jeu n'en vaut pas la chandelle* », a avancé son président, Ndrato Razakamanarina. « *Le pétrole exploité ne sera même pas destiné aux besoins des Malgaches, mais à ceux des Etats-Unis* », a indiqué un journaliste canadien spécialiste du grès bitumineux. Selon les explications fournies par le président de Voahary Gasy, « *les raffineries des compagnies qui assurent l'exploration se situent en Inde et dans le Golfe du Mexique. Madagascar n'obtiendra que 1% de la totalité de la production pour les blocs miniers de Bemolanga, et au maximum 25% pour le pétrole* ». Ce projet nécessite en outre de très importantes ressources en eau qui risquent d'entrer en concurrence avec la satisfaction des besoins des populations locales.

► Trafics de bois précieux et d'espèces protégées

01/11 - Trafics de bois précieux : Alliance Voahary Gasy encourage l'assainissement. Elle exhorte les plus hautes instances de l'Etat à ne pas faire de l'environnement une affaire partisane, un otage de la politique. Les avancées actuelles dans le sens d'un assainissement du secteur sont fragiles et il faut les préserver, prévient-elle. Alliance Voahary Gasy se plaît à mentionner différents signes positifs, tels que le processus de déclaration des stocks de bois précieux, l'émission de réglementations plus contraignantes et précises pour la lutte contre les trafics, l'inscription à la CITES de 5 espèces donnant du bois de rose et de 84 espèces donnant de l'ébène, ainsi que la consultation des partenaires techniques et financiers et de la société civile pour la suite du processus. Le changement éventuel de dirigeants du ministère suite à la formation du nouveau gouvernement ne devrait en aucun cas être utilisé comme prétexte pour rebrousser chemin. Les pertes dues à l'exploitation abusive de bois précieux dans la Grande Ile sont estimées à 220 millions de dollars selon l'Alliance Voahary Gasy.

02/11 - Antalaha : qui tente de déplacer les bois de rose saisis ? La population locale est de nouveau descendue dans la rue, accompagnée par les opérateurs légaux de la filière. Ce mouvement a pour but de contester le déplacement, dans des circonstances jugées douteuses, des bois de rose saisis. Un caboteur amarré à Cap Est est censé se charger du déplacement des rondins, le lieu de stockage n'étant pas accessible par la route. Questionnés sur la raison de ce déplacement des rondins saisis malgré l'existence d'un décret l'interdisant,

les responsables de la mission se sont contentés d'invoquer une « *opération exceptionnelle* ». Les 20.000 rondins saisis devraient être mis en vente avant la fin de cette année. Le gouvernement Vital a mis en place un comité chargé du contrôle des déclarations et de l'inventorisation des bois saisis.

10/11 - Le comptage physique des bois de rose à Antalaha est suspendu. Les opérateurs observent un mouvement de grève pour protester contre le transfert des bois à Sambava. Ils espèrent une nouvelle mesure en leur faveur de la part du futur gouvernement. Selon *Midi*, ces manifestants seraient manipulés et rétribués par de « *gros bonnets* » du trafic du bois de rose afin d'obtenir la restitution des bois saisis à leurs « *propriétaires* ». Les manifestants menacent de dresser des barrages pour empêcher les missionnaires en provenance d'Antananarivo de récupérer les bois saisis et se livrent à des intimidations sur les membres du comité régional de suivi et de coordination de la gestion des stocks, saisis ainsi que sur les éléments des forces de l'ordre.

Les éléments du Task Force ayant opéré dans la région Sava réclament toujours le règlement de leurs indemnités des 3 derniers mois où ils ont officié.

15/11 - Adolpho Brizzi, Country manager de la Banque mondiale, indique que la mise en vente des bois de rose sera surveillée de près. Celle-ci reflètera l'évolution de la gouvernance dans le pays. Il va jusqu'à préciser que la gestion de cette vente est capitale pour la reconnaissance internationale. « *Au moment où le pays essaie de retrouver une légitimité internationale, la manière dont la vente va s'opérer est un facteur qui pèsera sur la vision de la communauté internationale quant à l'évolution de la gouvernance dans le pays* », a-t-il avancé. « *Il faut poursuivre la saisie, procéder à un inventaire et certifier individuellement tous les rondins saisis* », recommande Adolpho Brizzi. Il suggère par la suite le recours à une entreprise internationale pour l'organisation « *d'une vente aux enchères pour attirer des acheteurs sérieux* ». Le ministère de l'Environnement et des forêts admet que les procédures mises en œuvre pour la vente d'un premier lot ne correspondent pas à ces recommandations. Elles ont été assurées dans l'urgence par un comité interministériel formé, entre autres, des ministères de l'Environnement et du Commerce. Pour ce qui est de la destination finale du produit de la vente, la Banque demande qu'il soit réinvesti dans des œuvres sociales. Elle exige que la vente et l'utilisation des gains se fassent dans le respect des principes de bonne gouvernance et donc de transparence. Adolpho Brizzi évoque ainsi la nécessité de faire appel à un observateur autonome et indépendant pour assurer le suivi. Il suggère l'organisation d'un débat national avec la société civile et les communautés concernées pour la répartition des gains. « *En réalisant une vente dans des conditions irréprochables et en mettant fin au trafic, le nouveau gouvernement a une occasion de redorer le blason du pays en matière de gouvernance environnementale et de participer à la sauvegarde d'un patrimoine mondial et d'une source de revenu et d'emplois pour l'économie nationale* », conclut le représentant de la Banque mondiale.

16/11 - « L'enquête sur les trafics de bois de rose est close », annonce Faly Rabetrano, directeur du Bianco. Ses services ont été saisis de 4 affaires dans le secteur, dont 2 concernent les trafics de bois de rose. Faly Rabetrano admet qu'il n'est pas en mesure d'apprécier l'étendue de la corruption dans le secteur, le ministère de l'Environnement ayant aussi son officier judiciaire et c'est lui qui intervient dans les affaires d'infractions forestières. Le Bianco n'intervient que s'il est directement saisi d'une affaire ou s'il constate des faits de corruption. Pour l'affaire des bois de rose saisis à Maurice, l'enquête est achevée et le dossier a été transmis à la chaîne pénale. Parmi les 9 personnes incarcérées, se trouvent entre autres un transitaire, un douanier et un informaticien. Des avis de recherche ont également été lancés, sans succès pour l'instant, à une exception près. Une demande de collaboration avec la Commission indépendante contre la corruption (ICAC) de Maurice a été effectuée. Elle peut mener l'enquête jusqu'en Chine, destination finale des produits. Pour l'affaire de la Sava, 20 personnes ont été incarcérées.

21/11 - Une cargaison de 703 rondins interceptée à Mananara-Nord. La marchandise devait être acheminée en catimini à Antalaha par deux petits bateaux. Le propriétaire a pris la fuite. Des dissensions entre les protagonistes auraient provoqué la découverte du trafic. Les embarquements nocturnes se poursuivraient malgré le renforcement des contrôles.

28/11 - La date et le système de mise en vente des bois de rose et d'ébène restent méconnus. Le ministre de l'Environnement entretient le flou sur le sujet. Un responsable proche du dossier indique que les 1.090 m³ déclarés devraient être mis en vente « *avant la fin de l'année, à moins que la politique du ministère ne change* ». Le ministre laisse entendre qu'au lieu de procéder à un appel d'offre international, on pourrait construire une industrie de transformation pour commercialiser sur place les produits dérivés. Les opérations de comptage ne sont pas achevées, les opérateurs s'opposent à leur poursuite, dans l'espoir que le nouveau ministre change de politique et leur laisse la possibilité de procéder eux-mêmes à la vente. Andry Rajoelina avait déclaré que les stocks des opérateurs seront vendus par l'Etat mais pour l'instant aucun budget n'a été prévu pour la vérification physique des bois déclarés, que les opérateurs ne veulent pas prendre à leur charge. Joseph Randriamiharisoa n'est visiblement pas pressé puisqu'il déclare : « *la résolution de la crise politique est la priorité actuelle et la forêt passe après* ». Le temps perdu permet à certains opérateurs d'obtenir de la justice une main levée.

29/11 - Le Conseil d'Etat débout l'alliance Voahary Gasy¹¹ qui demandait l'annulation de l'arrêté de septembre 2009 autorisant l'exportation de bois précieux à certaines conditions. Aldine Rabelaza, avocat de la plate-forme, explique la décision du Conseil d'Etat : « *Le Conseil d'Etat a rendu son verdict : il n'y a plus lieu à statuer sur la requête en annulation déposée par Voahary Gasy dans la mesure où le décret 2010-141 est déjà intervenu* ». Ce décret de mars 2010 interdit en effet la coupe, le transport et l'exportation de bois de rose et d'ébène. La plate-forme considère que l'action en justice a porté ses fruits. Pour Andry Andriamanga, coordinateur de l'Alliance, « *notre regret c'est qu'entre-temps, entre l'arrêté de septembre 2009 et le décret de 2010, il y a eu des pertes énormes : il y a eu un écrémage des parcs, avec des ouvertures de voies. Pour récolter un arbre, il faut en couper quatre autres – pour transporter le bois de rose* ». Malgré le décret d'interdiction de 2010, les exportations illégales continuent et la gestion du dossier est aussi un enjeu politique, observe *RFI*. Le nouveau ministre de l'Environnement qui vient de prendre ses fonctions est issu de l'opposition, c'est un proche d'Albert Zafy, l'ancien président qui accuse régulièrement les tenants du pouvoir de profiter de ces trafics.

21/11 - Affaire du trafic de 196 tortues : Voahary Gasy comme partie civile. L'affaire de 196 tortues saisies à l'aéroport international d'Ivato en juillet passera au tribunal d'Anosy le 6 décembre. L'alliance pour la défense de l'environnement et de la biodiversité Voahary Gasy a demandé à être mandatée par la Direction générale des forêts pour la représenter en tant que partie civile. Cette décision a été motivée par la relaxe quasi-générale des trafiquants de tortues dans des affaires de ce genre. Il convient de souligner que c'est la première fois qu'une association de défense de la biodiversité malgache engage une telle procédure.

22/11 – 17 lingots d'or ont été saisis à l'aéroport international d'Ivato. L'or avait été dissimulé dans le sac d'un steward de la compagnie nationale qui s'apprêtait à se rendre à Bangkok. Le suspect a été arrêté. D'autres membres du personnel d'air Madagascar sont soupçonnés de complicité.

► Monde des affaires

05/11 - La coopération partenariat avec la Turquie se raffermi. À l'instar des relations publiques entre l'Etat turc et le gouvernement malgache, les échanges s'amplifient avec le secteur privé. Grâce à une organisation initiée par le Malagasy & Turkish business men's club (MTBC), une mission composée de 90 opérateurs turcs de divers secteurs (mines, agro-alimentaire, textile, construction...), doit rejoindre une délégation déjà arrivée dans la Grande Ile. Ils doivent rencontrer, dans le cadre de « *B to B* », une cinquantaine d'opérateurs malgaches. Des responsables de l'Economic Development Board of Madagascar leur ont présenté l'environnement des affaires. Le projet de construction de centrale hydraulique, de 300 mégawatts à 150 Km à l'ouest de la capitale est déjà lancé et d'autres projets sont en phase d'élaboration. « *Ces investisseurs turcs disposent de l'expertise, de moyens et de qualités de travail pour réaliser des investissements à grande échelle à Madagascar* », a-t-on appris.

► Divers

12/11 - Criquets : Madagascar menacée. La présence de criquets pèlerins dans le sud-ouest va nécessiter de traiter au moins 300.000 hectares infestés d'ici mai 2012, prévient la FAO. Les campagnes de traitement ont permis de contenir les infestations durant la saison 2010 mais au cours du premier semestre 2011 les conditions météo favorables à la reproduction ont fait resurgir la menace acridienne pour 13 millions d'habitants de la Grande Ile.

15/11 - La construction d'une centrale hydroélectrique est à l'étude à Sahofika, à 80 km l'est d'Ambatolampy. 105 MW d'électricité à moindre coût seraient disponibles dès 2015. La solution à moyen terme aux délestages viendra du secteur privé et des énergies renouvelables. Le groupe Hydelec Madagascar boucle à l'heure actuelle l'étude de faisabilité technique et économique de son projet. Le site a une capacité de 300 MW, mais le promoteur prévoit de ne produire que 105 MW dans un premier temps. Une énergie qui pourrait être disponible dès 2015, si le début des travaux prévus au début de la période sèche de 2012 est respecté. Ce projet est le plus crédible pour solutionner la défaillance de la Jirama dans la fourniture d'électricité. Il permettra au pays de faire une économie substantielle en produits pétroliers qui alimentent les centrales thermiques. La Bank of Africa est associée au projet et participe à la recherche d'autres partenaires financiers. Certains bailleurs de fonds traditionnels ont également manifesté leur intérêt. Il ne reste plus que le feu vert de l'Etat pour que sa réalisation se concrétise. André Fillet, PDG du groupe Hydelec, a déjà à son actif la construction de deux centrales hydroélectriques à Madagascar : celle de Sahanivotry à Antsirabe (15 MW) et de Vodiriana à Maroantsetra (2,4 MW).

¹¹ Cf. Blog Justmad - <http://storage.canalblog.com/86/81/448497/70588271.pdf>

17/11 - Le secteur tourisme relève lentement la tête après les impacts de la crise de 2009. Les bons résultats de l'année 2008 sont pourtant encore loin d'être atteints. Le nombre de visiteurs a sensiblement augmenté par rapport à 2009. Selon le dernier bilan, 165.000 touristes ont été recensés à l'entrée fin septembre, soit une augmentation de 16% par rapport à la même période de 2010. Cependant, le niveau de l'année 2008 avec plus de 267.000 entrées est encore loin d'être atteint. Les recettes ont atteint 118 milliard de DTS, contre 101 l'an passé. Les hôteliers tablent sur un taux d'occupation supérieur à 50% et les investissements sont en hausse. Les perspectives 2012 sont très optimistes mais restent fragiles, l'année étant une année électorale chargée, facteur d'incertitude politique. Les délestages électriques qui frappent Nosy Be et les sites touristiques préoccupent les opérateurs du secteur.

18/11 – La vente de carburant au marché noir prolifère dans les villes de province. Les perturbations répétées et persistantes de la distribution dans les stations-service sèment la psychose chez les consommateurs, qui se constituent des stocks. Selon les explications des gérants, la réserve nationale est suffisante, contrairement à la capacité financière d'approvisionnement des gérants de stations.

19/11 - 30 femmes parties pour le Koweït. Elles y occuperont des emplois de femme de ménage, sur des contrats de 2 ans. Avant leur départ, elles ont été formées au mode de vie islamique. L'agence « *Fa entreprise* » compte encore faire venir au Koweït des milliers de travailleurs.

21/11 – Menace sur l'aéroport international d'Ivato. Selon *L'Express*, cette infrastructure fera l'objet d'un audit de sûreté par l'OACI en février 2012. Avec les trafics en tous genres découverts à Ivato qui mettent en évidence l'existence d'un véritable réseau, la situation se présente mal pour Madagascar et pourrait conduire à la fermeture de cet aéroport international. A cela s'ajoute le dossier SRDI, la compagnie adjudicataire du contrat de concession sur la gestion de la sûreté à Ivato, enjeu de trafics d'influence. Le contrat a été suspendu par l'Etat et le directeur de l'Aviation civile de Madagascar (ACM) de l'époque a été limogé. Le litige n'est toujours pas réglé. La liste noire mise à jour des compagnies interdites en Europe publiée le 21 novembre dissipe les craintes pour Air Madagascar, qui peut reprendre ses vols vers l'Europe, après avoir été suspendue en avril dernier. Par contre, son autorisation est encore « *soumise à des conditions d'exploitation strictes* », selon les termes du communiqué de l'UE. Air Madagascar reste donc la liste des compagnies « *peu sûres* ».

29/11 – Projet de budget 2012 : poursuite de la baisse des investissements publics. Un ajustement qui résulte de l'incertitude quant au retour des bailleurs. Le ministre des Finances et du budget, Hery Rajaonarimampianina, annonce que l'ajustement à la baisse des dépenses publiques mené depuis 2009 va se poursuivre. L'investissement public connaîtra une baisse de 25% par rapport à 2011, les dépenses de fonctionnement de 5 à 15%. L'élaboration de la loi de Finances est basée sur les seules ressources internes. Si les bailleurs de fonds reviennent, une loi de Finances rectificative sera adoptée. Ces restrictions continueront d'avoir une incidence importante sur l'offre de services à la population, comme le rappelle la Banque mondiale dans son dernier rapport. En 2010, l'investissement public ne s'élevait plus qu'à 250 millions de dollars, soit 2,5 fois moins qu'en 2008. « *Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que le pays ne parvienne pas à fournir les biens et services publics que la population est en droit d'attendre* », a évoqué l'institution.

30/11 - Le gouvernement décide d'importer 20.000 tonnes de riz en vue de la période de soudure. Le secteur privé s'inquiète des intentions de l'État. Ce stock doit servir de régulateur pour la difficile période qui s'annonce jusqu'à la nouvelle récolte. Le Premier ministre incite également le secteur privé à importer entre 100 et 150.000 tonnes de riz, correspondant au gap de la production pour cette année 2011. Cette opération étatique est perçue comme un mauvais signal donné au secteur privé, principal acteur et régulateur du marché. La hausse des cours sur les marchés ces dernières semaines exigeait une réaction rapide mais les importateurs privés craignent de ne pas pouvoir faire face à la concurrence du riz « *officiel* », subventionné ou négocié par l'Etat avec des pays amis, à des tarifs de faveur. Pour éviter ce risque, il faudrait que l'Etat réserve le riz qu'il importe au circuit « *humanitaire* » et ne le mette pas sur le marché. Le pouvoir pourrait aussi faire le choix de travailler avec de gros importateurs privés pour ne pas perturber le circuit commercial. Des analystes soulèvent la nécessité de réactiver la Plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz (PCP riz) qui avait regroupé avec succès tous les acteurs en 2004 et 2005.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune.com, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Madagascar Matin, Le Courrier de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Ma-Laza, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Orange.mg, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Madonline, Madaplus, Topmada, Madagate, Matv, Ma-Laza, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, Afrique Hebdo, SlateAfrique, Afriqueinfos

Taux de change : au 30/11/2011, 1 euro = 2823 Ariary (cours pondéré)